

**PLAN FINANCIER ET
PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS
POUR LA PERIODE 2012 - 2016**

**MESSAGE DU GOUVERNEMENT
AU PARLEMENT**

OCTOBRE 2011

**EMBARGO JUSQU'AU
5 OCTOBRE 2011 A 12H00**

**PLAN FINANCIER ET PLANIFICATION
DES INVESTISSEMENTS POUR LA PERIODE 2012 - 2016**

Table des matières

- Plan financier et planification des investissements pour la période 2012 – 2016
 - Message du Gouvernement au Parlement 1
 - Arrêté du Parlement..... 14
- Plan financier 2012 – 2016..... 15
- Planification des investissements 2012 – 2016..... 27

**PLAN FINANCIER ET PLANIFICATION
DES INVESTISSEMENTS POUR LA PERIODE 2012-2016**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Député-e-s,

Conformément aux articles 18, 19 et 20 de la loi sur les finances cantonales (RSJU 611), le Gouvernement soumet à votre approbation le plan financier et la planification des investissements pour la période 2012-2016.

Il vous adresse simultanément, de façon intégrée et pour la même période, ces deux outils de gestion de premier ordre, la planification détaillée des investissements servant de base à l'élaboration du plan financier pour la partie investissements. Ces dossiers stratégiques vous sont présentés pour la troisième fois sous cette forme. Ils se basent sur les axes stratégiques, les objectifs et les projets présentés récemment dans le Programme de législature 2011-2015 du Gouvernement. Le décalage d'une année est aisément compréhensible puisque le budget 2011 réserve les ressources financières nécessaires aux actions politiques qu'il est prévu de mener cette année, alors que le programme de législature déploiera ses effets au-delà de 2015.

La période de planification porte sur les cinq prochaines années, la tranche 2012 constituant le budget de l'année prochaine.

Une nouveauté réside dans le passage à la nouvelle présentation comptable MCH2¹ introduite avec le budget 2012.

1. La stratégie financière

En vous soumettant son Programme de législature, le Gouvernement vous a présenté sa stratégie politique et financière.

Il souhaite conserver l'équilibre financier atteint depuis 2004 (exception faite de l'année 2006). L'Etat bénéficie d'un bilan assaini et d'instruments de pilotage tels que le mécanisme de frein à l'endettement, la nouvelle loi sur les subventions et le concept du suivi des partenariats de l'Etat.

¹ MCH2 = modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes no 2. Depuis 1979 et jusqu'aux comptes 2011, l'Etat a travaillé et travaille encore sous le modèle comptable MCH1.

Constitutionnellement, les investissements liés aux projets du Programme de législature ainsi qu'à tous les autres projets devront donc être autofinancés à hauteur de 80 % au moins. En parallèle, le Gouvernement continue de relever le défi qui consiste à réaliser un programme d'actions ambitieux tout en assainissant durablement les finances de l'Etat. Comme il y a quatre ans, il a dû procéder à des choix et a retenu les projets d'investissements susceptibles d'apporter une véritable valeur ajoutée au canton en termes de développement.

S'agissant du compte d'exploitation, les mesures d'assainissement continueront d'être mises en œuvre selon la planification arrêtée afin de résorber la différence entre le total des charges et le potentiel de revenus (déficit structurel). Il s'agit de conserver intacte dans la durée, la capacité de l'Etat à investir dans des projets d'avenir.

L'évolution économique et financière sera donc un élément primordial dans le pilotage et la mise en œuvre des politiques sectorielles de l'Etat. Les enjeux sont majeurs. Si des ressources disponibles venaient à diminuer fortement, des choix devraient être immanquablement arbitrés en fonction de nouvelles priorités.

2. Le rôle et la méthode utilisée pour l'élaboration du plan financier

Le plan financier constitue un des principaux outils de direction stratégique. Il permet de traduire en prévisions financières la vision et la volonté de l'Etat formulées sous la forme d'objectifs politiques, tout en respectant les contraintes et les principes financiers arrêtés dans la loi sur les finances cantonales.

Le plan financier ne se limite pas seulement à la planification des investissements mais indique notamment la récapitulation des charges et des revenus d'exploitation, les besoins et les possibilités de financement ainsi que l'évolution de la fortune et de la dette. Si les projections mettent en évidence une situation financière insatisfaisante ou qui se dégrade, le plan financier doit être accompagné des mesures envisagées afin de la corriger.

3. Le contexte économique et financier

Au vu de l'évolution du contexte général, il est toujours plus difficile d'appréhender l'exercice de planification. Suite à la crise de fin 2008 et 2009, l'économie mondiale et suisse ont bénéficié d'une reprise.

Malgré la diversité et la rapidité de leur mise à jour, nous travaillons globalement sur un scénario présentant des perspectives économiques de croissance modérée pour cette année et pour le reste de la période 2012-2016.

L'évolution dépend en grande partie de la capacité des pays industrialisés à régler leurs problèmes d'endettement et de leurs effets induits. Les pays émergents, pour l'heure, assurent l'essentiel du développement de la croissance mondiale.

Pour l'économie suisse, fortement exportatrice, les spécialistes s'attendent à une croissance modérée du PIB, soutenue notamment par l'horlogerie de luxe qui, pour l'instant, est une des branches qui résiste globalement le mieux aux aléas d'un franc trop fort.

La période de taux d'intérêts historiquement bas a encore atteint un nouveau plancher cet été. L'inconnu reste, une nouvelle fois, l'évolution générale, notamment le succès de la politique menée par notre banque nationale face aux problèmes de la dette souveraine des Etats. De fortes variations ne seraient pas à exclure sur les marchés financier, boursier et sur celui des devises. Il ne nous est pas possible d'intégrer à ce jour les éventuelles conséquences pour l'Etat, par rapport à ses propres établissements comme par exemple la Caisse de pensions ou l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention.

Les hypothèses sont nombreuses et soumises à d'importantes modifications tant l'environnement général est difficilement prévisible. Sauf nouveaux événements extraordinaires et durables comme ceux de cet été (actions massives de la BNS), les perspectives de bonne conjoncture ont de réelles chances de se prolonger, mais à un niveau moins soutenu qu'en 2010 et qu'en 2011.

Sur cette base, les prévisions suivantes ont été retenues pour l'élaboration du plan financier :

	2009	2010	2011	2012-2016
Croissance économique suisse réelle	-1,9 %	2,7 %	2,1 %	1,5 %
Renchérissement annuel	-0,5 %	0,7 %	0,0 %	1,2 %
Taux de chômage (suisse)	3,7 %	3,9 %	3,1 %	3,3 %
Intérêts à long terme (emprunts de l'Etat)	2,2 %	1,6 %	1,5 %	3,0 %

L'établissement des budgets 2012 des cantons et de la Confédération s'inscrit dans un contexte économique et financier général très changeant. Les conséquences importantes découlant de tout ou partie d'une diminution des 2,5 milliards de francs annuels de la part au bénéfice de la BNS s'inscrivent dans des perspectives financières pour les collectivités publiques assez diverses en fonction de la structure des revenus. Ainsi, la Confédération semble particulièrement bien passer ce cap grâce notamment aux recettes IFD et TVA, mais également suite à la maîtrise de ses charges via des reports sur les cantons et les communes (programmes d'économie; plafonnement des montants des plans financiers). Même les cantons qui présentaient des marges de manœuvres importantes comme le Valais arrêtent un budget 2012 juste équilibré. Genève et Neuchâtel ont présenté un budget déficitaire, alors que Zurich propose même d'augmenter sa fiscalité.

Les conditions vont encore potentiellement se durcir pour poursuivre notre objectif, à savoir un équilibre financier dans la durée.

Les 51 mesures d'assainissement décidées par le Gouvernement en 2008 continuent de porter leurs effets, notamment de soutenir l'atteinte de l'équilibre. Leur réalisation est conforme à la planification arrêtée et des effets sont encore attendus en 2012 et 2013, ce qui permettra d'améliorer durablement la situation structurelle.

5. Les paramètres, les hypothèses et les données de base du plan financier

L'élaboration d'un plan financier, comme tous les exercices de prévisions, a ses limites. Il peut être influencé par des événements intérieurs ou extérieurs totalement imprévisibles. Plus qu'au détail de chacun des chiffres, il convient donc avant tout de s'attacher aux tendances fortes qui se dégagent :

- évolution globale des charges et des revenus;
- résultats annuels et sur la durée;
- degré d'autofinancement et évolution de l'endettement en rapport avec notre fiscalité;
- équilibre général entre la partie "fonctionnement" et la partie "investissement".

Le plan financier se fonde sur des éléments objectifs connus à ce jour. Il servira de cadre de référence à la gestion financière. Evidemment, le degré de fiabilité décroît avec l'allongement de la période considérée. Il est dès lors important de préciser les principaux paramètres, hypothèses et données ayant servi à l'élaboration du présent plan financier.

5.1 Passage au MCH2

Ce changement modifie la présentation des centres d'imputation², des rubriques³ (numérotation et libellés) et autres méthodes comptables⁴. Il rend donc plus difficile la compréhension et l'interprétation des variations du budget 2012 aux exercices précédents.

² Les fonds de capitaux propres font nouvellement l'objet de centres d'imputations et sont donc déclinés par nature (personnel, marchandises, entretien, imputations internes, etc.) au lieu d'une seule ligne globale. Seul le budget 2012 est complètement établi selon le MCH2. Les années 2009, 2010 et 2011 ont été simplement retraitées. La correspondance n'est pas tout à fait complète.

³ Le MCH2 se rapproche de la comptabilité privée et assure la coordination entre tous les niveaux de collectivité, notamment en matière statistique macro-économique. Le passage à des rubriques à 4 numéros au lieu de 3 amplifie le niveau de détail et leur nombre. Les comparaisons entre l'ancien modèle MCH1 et MCH2 sont particulièrement difficiles entre 2012 et les années passées. Elles peuvent conduire à des interprétations parfois complètement erronées. Pour la suite, cet effet s'estompera.

⁴ Exemple : l'amortissement avec le passage d'un système dégressif à linéaire.

Le passage au MCH2 s'opérera intégralement avec la connaissance et le recul de la première année effective (comptes 2012, soit au printemps 2013). La présentation actuelle MCH2 sera également complétée, par exemple, par l'adaptation des principaux ratios financiers.

5.2 Différenciation entre investissement et fonctionnement

Comme décrit dans le manuel de comptabilité publique (idem MCH2), est considéré comme investissement toute dépense satisfaisant à la fois deux critères liés à la nature et au montant de la dépense.

La nature de la dépense doit au moins avoir comme caractéristique une utilité nouvelle ou accrue sur plusieurs années sous l'angle quantitatif (mise à disposition ou accroissement substantiel de la capacité d'un équipement) et qualitatif (sensible augmentation de la durée de vie d'un bien). Cette définition est valable pour les investissements propres, les subventions, les prêts et les participations. Tout investissement dit incorporel (recherche, formation, étude) non directement lié à la phase de réalisation d'un projet défini par ce critère ne peut être considéré comme dépense d'investissement.

Le second critère, soit le montant de la dépense se réfère uniquement aux investissements propres. Les objets d'une valeur égale ou inférieure à 20'000 francs sont considérés comme dépense de fonctionnement. Cette limite peut paraître relativement basse par rapport à celle fixée par les autres cantons (généralement 50'000 francs, voire 200'000 francs). Toutefois, les objets situés entre 20'000 et 50'000 francs, sont souvent composés des véhicules, des équipements informatiques et didactiques pour les écoles et revêtent essentiellement, de par leur nature, un caractère d'investissement. Cette approche se justifie également pleinement par la dimension relativement modeste des comptes de l'Etat par rapport à la moyenne des cantons suisses.

5.3 La stratégie d'amortissement

L'amortissement comptable a comme double objectif de constater la dépréciation de la valeur des éléments du patrimoine administratif et d'assurer leur renouvellement par la mise à disposition des moyens financiers nécessaires.

Un bien se déprécie différemment selon sa nature. Les taux d'amortissement, applicables à la valeur d'acquisition, sont différenciés selon les catégories suivantes :

- 2,5% pour les routes, ponts, canaux, étangs et forêts
- 3% pour les bâtiments et terrains bâtis
- 10% pour le mobilier
- 10% pour les subventions d'investissement
- 12,5% pour les véhicules
- 20% pour les machines
- 25% pour les équipements informatiques et logiciels

Le montant de cette charge purement comptable additionné au résultat du compte de fonctionnement représente l'essentiel des moyens propres de l'Etat pouvant être affecté au financement des investissements, soit sa part d'autofinancement.

La part des dépenses non couverte par l'autofinancement augmentera le montant des fonds étrangers (endettement) et par voie de conséquence la charge d'intérêts.

5.4 Le Plan financier 2012-2016 et la planification des investissements 2012-2016

La méthode utilisée pour élaborer le plan financier et la planification des investissements permet de présenter ces deux outils de gestion de façon intégrée et pour la même période. Ainsi, la planification des investissements constitue exactement la base du plan financier pour le volet investissements.

5.5 Le Plan financier 2012-2016 et le budget 2012

Vu la concordance des calendriers, il a été possible de faire correspondre exactement la première année du plan financier au budget 2012 (exploitation et investissements).

5.6 Les relations financières avec la Confédération

Tant les comptes que les budgets annuels renseignent sur les relations financières avec la Confédération, notamment les reports de charges et le niveau de dépendance à ses recettes. Pourtant, une tendance lourde et durable s'installe insidieusement. Les obligations légales fédérales, les programmes d'impulsion temporaires et les multiples programmes fédéraux d'économie reportent des charges dans la durée sur les cantons et les communes, mais ne leur offrent pas forcément les moyens financiers correspondants. Force est de constater que la couverture des charges par les revenus nous est de plus en plus défavorable.

Trois exemples peuvent être mentionnés :

- Le financement des soins et des hôpitaux reportent à eux deux 5,5 mios et 6,2 mios sur notre canton dès 2012.
- Les subventions fédérales pour les prestations complémentaires AVS/AI ne couvrent plus du tout les frais de maladie dès 2008 (100% à charge des cantons) alors que leur dynamique est plus importante.
- En matière de subsides fédéraux à la formation professionnelle, le subside touché par étudiant est le résultat de la ligne budgétaire fédérale annuelle divisée par le nombre effectif d'étudiants en Suisse. Il appartient aux cantons de compenser le solde malgré la fixation légale d'un taux de subventionnement (idem pour les HES).

En parallèle, le montant non-affecté issu de la RPT augmente certes, mais aucun bilan complet et sérieux n'a été entrepris pour vérifier si certains cantons n'étaient pas désavantagés par le nouveau système.

Dernier élément, la volatilité des paiements touchés au titre de la péréquation fédérale (RPT) n'a pas diminuée (+/- 10-15 mios par an) et continue de faire planer une incertitude importante sur le maintien de l'équilibre financier de l'Etat. Nous tablons sur des progressions annuelles moyennes moindres (+ 5 mios) que pour la première période RPT 2008-2011.

Malgré l'excédent annoncé pour 2012 par la Confédération et vu la situation économique et les exemples récents de programmes d'économie, il est tout à fait probable que nous soyons, sur la durée des cinq ans, confrontés à au moins un voire deux programmes d'économies fédéraux qui nous coûtent en moyenne 5-7 millions par an. Vu d'aujourd'hui, nous n'avons pas suffisamment d'éléments pour en tenir compte,

Finalement, demeure la grande inconnue concernant l'avenir de la part des cantons au bénéfice de la BNS. Vu le résultat des comptes 2010 et le premier semestre 2011 de l'institut, un versement paraît hypothétique. Mais, la nouvelle parité défendue sur l'Euro et le succès jusque-là rencontré dans les premières semaines confortent la vue politique de moyen-long terme retenue à savoir un versement de 40% ou 5,9 mios au lieu des 14,8 mios. Les négociations en cours insistent également à défendre au mieux la position des cantons, principaux actionnaires de la BNS et à laquelle ces derniers ont transféré leur compétence en matière de politique monétaire.

Il y a lieu de se demander, à terme, si les revenus de la BNS doivent encore entrer dans les plans financiers annuels.

5.7 Les autres hypothèses

Au-delà des informations dont nous disposons (comptes et perspectives, communications diverses, travaux sur le budget 2012), les hypothèses suivantes ont été retenues pour élaborer le plan financier 2012-2016 (développement ci-après des principales) :

- charges de personnel (rubr. 30) : les annuités et le renchérissement (+ 1,2%) sont attribués (sauf si inflation nulle, soit la tendance retenue pour fin 2011), les départs prévisibles sont remplacés, rythme d'augmentation de 4-5 postes par an), prise en considération des incidences connues des projets (Police 2015; Police Arc jurassien; regroupements et créations d'unités), adaptations connues des assurances sociales (y compris caisse de pensions);
- biens, services et autres charges d'exploitation (rubr. 31) : ces dépenses évoluent en fonction des calendriers connus et des projets en cours. Il est anticipé une hausse moyenne de 5% des combustibles, des hivers moyens dans l'entretien des routes et des prestations de services en hausse modérée de 500'000 francs par an;
- amortissements (rubr. 33 et 3660) : les éliminations de créances restent très élevées (de 5 mio en 2012 à 7 mio en 2016). Les amortissements du patrimoine administratif évoluent en fonction des investissements à réaliser et des montants comptabilisés jusqu'au 31.12.2011 en leur appliquant la nouvelle méthode (MCH2);
- intérêts passifs (rubr. 34) : renouvellements d'emprunts et besoins financiers supplémentaires contractés à un taux moyen de 3 % ;
- attributions aux fonds et financements spéciaux (35) : effort selon les annonces (tourisme), selon les bases légales (y compris avance de fonds en matière de fusions de communes si la fortune devenait négative);
- charges de transfert (rubr. 36 anciennement subventions accordées) : comme pour les charges en général, il est tablé sur une croissance globalement nettement plus modérée que pour les années 2011 et 2012 marquées notamment par l'impact très important des réformes du financement des soins (dès 2011) et des hôpitaux (dès 2012). Retour à une certaine stabilité initiée par le budget 2012, malgré les multiples reports de charges. Stabilité également pour les dédommagements envers les collectivités publiques (cantons) en matière d'hospitalisations extérieures, HES, HEP, etc.
 - pour les communes : solde admis à la répartition des charges (dont crèches) : + 0,5 mio par an;
 - propres établissements : pas de constitution de provision (sauf obligation);

- institutions mixtes : stabilisation. Ex. : nouveau financement hospitalier; Père et les autres institutions; important effort financier déjà initié au budget 2012 par les partenaires de l'Etat en plus des efforts dès l'introduction des enveloppes financières/contrats de prestations en 2004;
- institutions privées : évolution globale pour les écoles privées, musées, culture, agriculture, bibliobus, etc. : selon l'inflation (1,2 % par an en moyenne);
- personnes physiques : forte progression des PC et des aides pour l'assurance-maladie;
- étranger : stabilisation des moyens (coopération).
- impôts (rubr. 40) : l'évolution de la conjoncture et du niveau des salaires déterminent la progression des recettes fiscales. Par ailleurs, ces perspectives sont encore influencées par la baisse de la charge fiscale décidée par le peuple dès 2009 (1% par an jusqu'en 2020) et ceux de l'amnistie encore en cours (fin en 2012). Le plan financier se base sur une année 2012 déjà très favorable. Par conséquent, pour la fin de période, il est prévu un ralentissement de la croissance générale;
- réforme fiscale du programme de législature : eu égard à l'ampleur exceptionnelle des incertitudes économiques et financières pesant sur les perspectives 2012-2016, il a été décidé de différer l'entrée en vigueur de la baisse fiscale mentionnée dans le Programme de législature. Les modalités d'introduction de ce projet ambitieux seront également coordonnées avec les communes;
- patentes et concessions (rubr. 41) : l'essentiel de la baisse concerne la révision de la position BNS à 40% de sa valeur. Demeure réservé le résultat des négociations en cours et surtout le succès de la politique monétaire menée;
- contributions (42) : la progression 2012 s'explique en partie par l'adaptation à la nouvelle législation sur les émoluments, de meilleurs remboursements de frais et également par les remboursements de la nouvelle assurance APG-maladie pour 1,4 million. Par la suite, l'évolution est, une nouvelle fois, stabilisée;
- revenus financiers (rubr 44) : fin du contrat swap en 2013, sinon stabilisation. L'essentiel du rendement provient des dividendes BCJ;
- revenus de transfert (rubr. 46) : il s'agit des transferts fédéraux et des communes. En matière de péréquation financière fédérale, il est compté une progression moyenne sur la période également plus contenue à 5 mios de francs par an;
- subventions redistribuées (rub. 47/37) : faible progression annuelle attendue, conformément à la période actuelle;

- revenus extraordinaires (rubr. 48) : ils sont marqués par l'utilisation de la provision conjoncturelle pour 4,4 mios en 2014;
- découvert : l'Etat disposant d'une fortune à son bilan, aucun programme d'amortissement du découvert n'est à prévoir au plan financier (cf. art. 38 de la loi sur les finances cantonales).

6. Les résultats du plan financier

Au vu de ce qui précède, l'état des finances cantonales est fortement dépendant de paramètres exogènes sur lesquels l'Etat n'a pas ou très peu de moyen d'actions.

Nous pensons notamment à l'évolution des marchés financiers, à la conjoncture et au chômage ou encore à nos relations financières avec la Confédération. Ces éléments ne manquent pas de faire varier nos projections financières, leur conférant ainsi une certaine volatilité. Elles nécessitent donc d'être considérées avec une certaine prudence. Dans tous les cas, elles devront faire l'objet d'actualisations régulières, incitant le Gouvernement et le Parlement à réagir promptement en cas de nécessité. L'établissement du budget 2012 a déjà fait l'objet d'arbitrages plus importants que lors des années précédentes pour tenir au mieux des multiples contraintes déjà mentionnées.

Du plan financier annexé, nous pouvons mettre en évidence les caractéristiques essentielles suivantes :

(en millions de francs)	Plan financier 2012-2016 (état : 21 septembre 2011)				
	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>
Total des charges d'exploitation	839,9	856,4	871,3	888,1	904,4
Total des revenus d'exploitation	836,7	854,1	877,2	891,4	908,7
Excédent de charges (-) / de revenus (+)	- 3,2	- 2,3	+ 5,9	+ 3,3	+ 4,3
Investissements nets	44,2	42,5	53,5	48,2	44,6
Insuffisance de financement	-8,6	-6,8	-10,4	-8,1	-4,0
Dette brute (31.12.2011 : 245,0 mios)	254,0	261,0	271,0	279,0	283,0
Fortune nette au bilan (31.12.2011 : 213,3 mios)	210,1	207,8	213,7	217,0	221,3
Degré d'autofinancement	80,6 %	84,1 %	80,5 %	83,2%	91,0%

Ainsi, le plan financier fait apparaître des résultats d'exploitation globalement équilibrés (cumul sur l'ensemble de la période : + 8,0 millions, dont 4,4 mios d'utilisation de la provision conjoncturelle en 2014). La tendance, tant au niveau du résultat qu'à celui du degré d'autofinancement, est à l'amélioration.

L'ensemble des années satisfait au mécanisme constitutionnel de frein à l'endettement.

En prenant en considération les investissements nets proposés pour les cinq prochaines années, l'Etat devra combler des insuffisances de financement oscillant entre 10,4 et 4,0 millions de francs. Ainsi, les investissements seront autofinancés à des niveaux supérieurs à 80 %.

La dette augmentera légèrement et restera supportable en passant de 245 millions à fin 2011 à 283 millions à fin 2016. Malgré cela, la quote-part de l'endettement (dette en pour cent du revenu cantonal) reste inférieure à 10 % et le poids des intérêts passifs peut être considéré comme raisonnable (moins de 3 % des recettes fiscales).

La fortune nette inscrite au passif du bilan de l'Etat est stable -légèrement en augmentation- sur l'ensemble de la période (210-221 mios).

7. Appréciation de la situation

Le volume nécessaire et important des investissements par rapport aux périodes antérieures satisfait au degré d'autofinancement de 80% dans un environnement incertain.

Les solutions retenues permettent de présenter une situation équilibrée, une évolution de la dette soutenable, tout en préservant les prestations et les perspectives d'avenir dans un contexte qui devient très exigeant.

Indirectement, cette situation devrait bénéficier aux communes jurassiennes (via leur participation plus contenue aux répartitions des charges).

Le défi financier pour cette période est de se préserver et de faire face aux nombreuses incertitudes induites par l'environnement économique, financier et législatif fédéral. Des changements pourraient intervenir rapidement tant au niveau des recettes (péréquation financière, part au bénéfice de la BNS) que des charges (caisse de pension, nouveau financement hospitalier).

8. Amélioration permanente des prestations de l'Etat

Même si les mesures d'assainissement en vue d'éliminer le déficit structurel sont encore en cours et portent leurs fruits, la nécessité de poursuivre les réflexions quant à l'amélioration continue des prestations de l'Etat reste un thème d'actualité. Les arbitrages du budget 2012 ont montré d'excellents résultats par rapport à cette démarche anticipatrice et prudente.

Le quasi-équilibre des comptes de l'Etat sur la période 2012-2016 ne doit pas pour autant nous amener à négliger le peu de marge de manœuvre dont nous disposons face à des retournements toujours plus nombreux, rapides et importants.

En parallèle, le respect du mécanisme de frein à l'endettement oblige rapidement à prendre certaines décisions afin d'éviter des situations très douloureuses concernant les investissements et/ou des prestations (réductions; reports; suppressions). La reconstitution d'une marge de manœuvre permettrait d'éviter les coupes procycliques et contreproductives pour des projets ambitieux ou porteurs pour l'avenir. Il s'agit aussi de retrouver les conditions-cadres nécessaires pour une baisse attendue de la pression fiscale.

La situation financière de l'Etat s'est certes améliorée de manière continue. Toutefois, elle ne permet pas encore d'absorber un événement défavorable de 10 mois sur un exercice donné (revenus en provenance de la BNS ou de la RPT; crise économique; endettement et hausse des taux d'intérêts; inflation; etc.). Idéalement, il s'agirait toujours de mieux coller à une politique anticyclique et de dégager des bénéfices en période de haute conjoncture pour pouvoir soutenir l'économie lorsque cela va plus mal. L'Etat l'a fait avec son plan de soutien à l'emploi et aux entreprises en 2009 suite à la survenance rapide de la crise financière à fin 2008. Un nouvel exercice de ce type nécessiterait, une nouvelle fois, d'importants arbitrages.

Ce plan financier permet également d'envisager des solutions durables, car seul un Etat financièrement sain est un Etat social. Le changement est permanent et il est en route. La modernisation de l'Etat avance, par exemple, avec des projets comme la réforme de la gouvernance des partenariats de l'Etat (concept intégralement repris par le Canton de Neuchâtel) et l'utilisation de contrats de prestations qui permettent de mieux responsabiliser les différents acteurs.

Le Gouvernement entend maintenir l'effort actuel permanent d'amélioration des prestations de l'Etat et de celles de ses partenaires, ce en vue d'un développement économique et financier durable, notamment pour les générations futures, les communes et nos proches voisins. Il en va de l'attractivité de notre canton.

9. Conclusions

Le plan financier et la planification des investissements ne sont pas simplement des outils ou documents financiers importants établis à intervalle régulier. Ils constituent des instruments de gestion stratégique de premier ordre, une vision de l'avenir. Ils permettent d'exprimer en ressources financières la vision et la volonté de l'Etat tout en respectant les principes financiers arrêtés dans la Constitution et dans la loi sur les finances cantonales.

La période qui s'annonce (contexte international, relations avec la Confédération/BNS) exigera d'être encore plus vigilant pour maintenir et développer un équilibre qu'il a été difficile d'atteindre. Tout événement, sur lequel nous n'avons pas d'emprise directe et qui intervient de manière imprévue, le remettra en question. C'est pourquoi le plan financier devra continuer à être continuellement actualisé afin d'anticiper toute modification des hypothèses retenues. En parallèle, le Gouvernement et l'administration maintiendront leur effort permanent d'amélioration des prestations publiques. Le Parlement en sera informé régulièrement, notamment lors de la présentation des budgets annuels, afin de prendre, de concert avec le Gouvernement, les mesures correctrices qui pourraient s'imposer.

Pour l'heure, le Gouvernement vous demande, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Député-e-s, d'approuver le plan financier et la planification financière des investissements pour la période 2012-2016.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



Philippe Receveur
Président



Sigismond Jacquod
Chancelier d'Etat

Delémont, le 5 octobre 2011.

ARRÊTÉ D'APPROBATION DU PLAN FINANCIER ET DE LA PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS POUR LA PERIODE 2012 - 2016

du

Le Parlement de la République et Canton du Jura

vu l'article 84, lettre e, de la Constitution cantonale (1),

vu les articles 18, 19 et 20 de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales (2),

arrête :

Article premier Le plan financier pour la période 2012 – 2016 est approuvé.

Art. 2 La planification des investissements pour la période 2012 – 2016 est approuvée.

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Le président :
André Burri

Le secrétaire :
Jean-Baptiste Maître

- (1) RSJU 101
(2) RSJU 611

PLAN FINANCIER
POUR LA PERIODE 2012 – 2016

OCTOBRE 2011

PLAN FINANCIER 2012 - 2016

(état : 21 septembre 2011)

	PLAN FINANCIER 2012		PLAN FINANCIER 2013		PLAN FINANCIER 2014		PLAN FINANCIER 2015		PLAN FINANCIER 2016	
	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS	CHARGES	REVENUS
FONCTIONNEMENT										
Total des charges et revenus	839'931'300	836'745'700	856'439'900	854'145'600	871'287'700	877'150'800	888'063'300	891'364'600	904'420'800	908'734'700
Excédent de charges/revenus		3'185'600		2'294'300	5'863'100		3'301'300		4'313'900	
INVESTISSEMENT (selon la planification détaillée)										
Total des dépenses et recettes	60'632'500	16'480'500	55'539'500	13'053'300	67'011'000	13'507'500	60'748'500	12'578'100	56'806'000	12'246'400
Investissements nets		44'152'000		42'486'200		53'503'500		48'170'400		44'559'600
FINANCEMENT										
Investissements nets	44'152'000		42'486'200		53'503'500		48'170'400		44'559'600	
Amortissements		38'787'000		38'011'100		37'210'800		36'754'600		36'220'000
Excédent de charges/revenus fonct.	3'185'600		2'294'300		5'863'100		3'301'300		4'313'900	
Insuffisance de financement		8'550'600		6'769'400	10'429'600		8'114'500		4'025'700	
EVOLUTION DU BILAN										
Reports nets à l'actif (inv. nets - amort.)		5'365'000		4'475'100		16'292'700		11'415'800		8'339'600
Dette brute		254'000'000		261'000'000		271'000'000		279'000'000		283'000'000
Fortune nette		210'116'200		207'821'900		213'685'000		216'986'300		221'300'200
DEGRE D'AUTOFINANCEMENT		80.6%		84.1%		80.5%		83.2%		91.0%

PLAN FINANCIER DE FONCTIONNEMENT - RECAPITULATION PAR NATURE

(état : 21 septembre 2011)

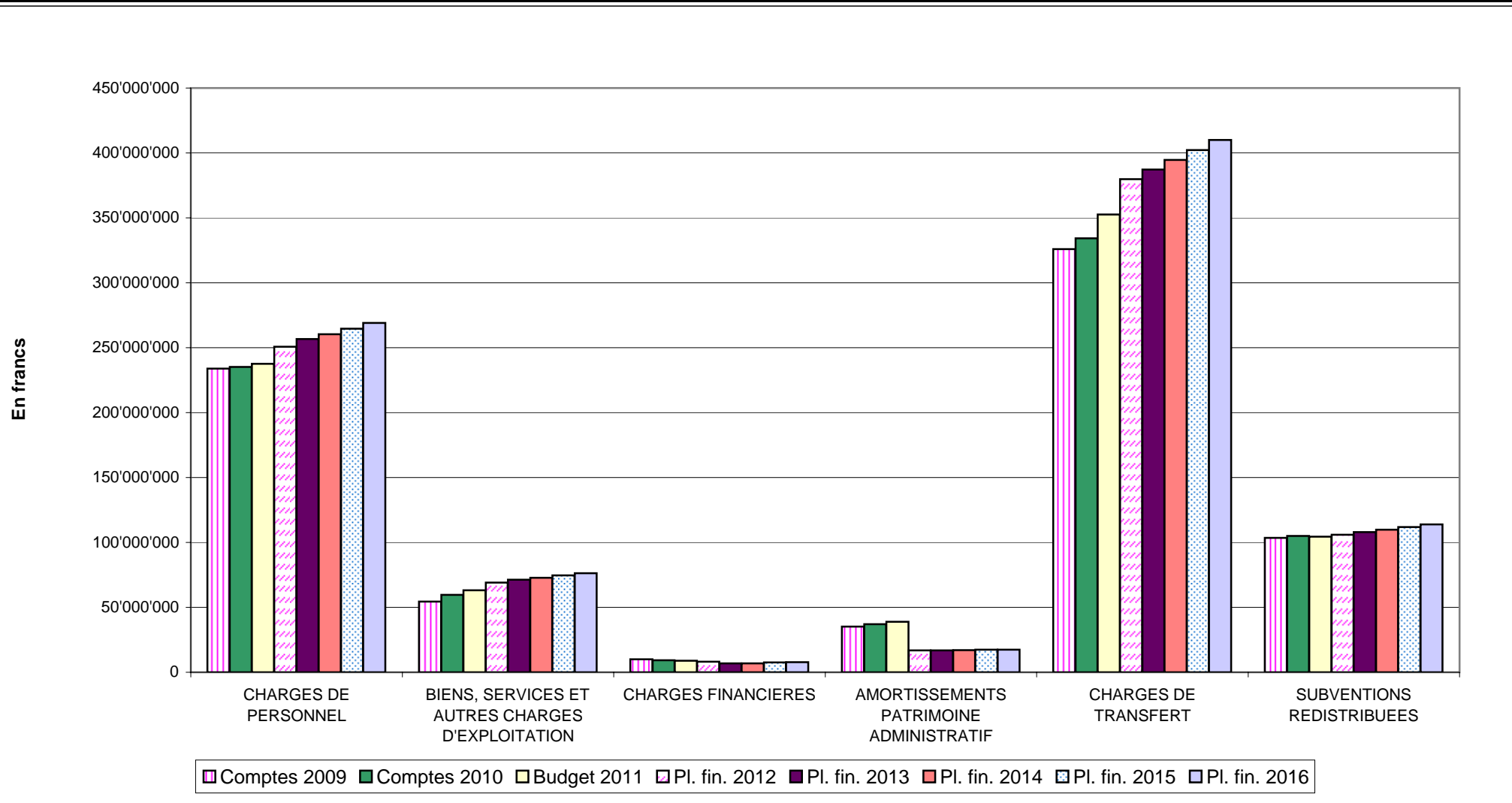
	COMPTES		BUDGET	PLAN FINANCIER				
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
30 CHARGES DE PERSONNEL	233'845'063	235'105'550	237'559'100	250'672'800	256'590'300	260'358'600	264'612'900	269'032'200
31 BIENS, SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	54'470'484	59'707'850	63'102'800	69'117'700	71'313'400	72'692'300	74'571'100	76'349'900
32 CHARGES D'ARMEMENT (uniquement Confédération)								
33 AMORTISSEMENTS PATRIMOINE ADMINISTRATIF	35'175'264	37'008'762	38'800'000	16'760'000	16'919'500	17'083'500	17'395'900	17'388'600
34 CHARGES FINANCIERES	9'963'756	9'196'951	8'833'000	8'224'300	6'851'800	6'912'300	7'570'700	7'824'200
35 ATTRIBUTIONS AUX FONDS ET FINANCEMENTS SPECIAUX	7'318'144	3'156'473	2'722'000	8'947'600	9'038'700	9'129'800	9'220'900	9'312'100
36 CHARGES DE TRANSFERT	325'951'539	334'185'294	352'594'600	379'722'400	387'239'700	394'624'700	402'205'300	410'027'300
37 SUBVENTIONS REDISTRIBUEES	103'536'377	105'038'521	104'382'700	105'890'500	107'890'500	109'890'500	111'890'500	113'890'500
38 CHARGES EXTRAORDINAIRES								
39 IMPUTATIONS INTERNES	673'439	544'598	748'000	596'000	596'000	596'000	596'000	596'000
3 CHARGES	770'934'066	783'943'998	808'742'200	839'931'300	856'439'900	871'287'700	888'063'300	904'420'800
40 REVENUS FISCAUX	281'403'714	281'591'163	286'223'000	304'260'000	309'950'700	315'642'100	321'333'500	327'024'700
41 PATENTES ET CONCESSIONS	17'197'866	17'000'294	16'970'700	8'491'700	8'543'000	8'594'300	8'645'500	8'696'800
42 CONTRIBUTIONS	33'972'371	34'445'465	34'429'600	38'381'800	39'163'800	39'950'900	40'746'900	41'542'600
43 REVENUS DE TIERS	17'190	29'178	26'000	148'200	148'900	149'600	150'300	151'000
44 REVENUS FINANCIERS	9'452'667	10'298'844	10'372'500	10'889'500	9'781'800	9'974'200	10'166'500	10'115'300
45 PRELEVEMENTS SUR LES FONDS ET FINANCEMENTS SPECIAUX	7'017'046	3'839'816	6'021'000	5'093'600	5'093'600	5'093'600	5'093'600	5'093'600
46 REVENUS DE TRANSFERT	319'463'742	330'979'681	354'630'100	362'189'400	372'163'000	382'036'700	391'910'300	400'783'900
47 SUBVENTIONS A REDISTRIBUER	103'536'377	105'038'521	104'382'700	105'890'500	107'890'500	109'890'500	111'890'500	113'890'500
48 REVENUS EXTRAORDINAIRES	405'662	411'213	450'000	805'000	814'300	5'222'900	831'500	840'300
49 IMPUTATIONS INTERNES	673'439	544'598	748'000	596'000	596'000	596'000	596'000	596'000
4 REVENUS	773'140'074	784'178'774	814'253'600	836'745'700	854'145'600	877'150'800	891'364'600	908'734'700
EXCEDENT DE CHARGES (-)/ DE REVENUS (+)	2'206'008	234'775	5'511'400	-3'185'600	-2'294'300	5'863'100	3'301'300	4'313'900

PLAN FINANCIER 2012 - 2016 - EVOLUTION DES INDICATEURS

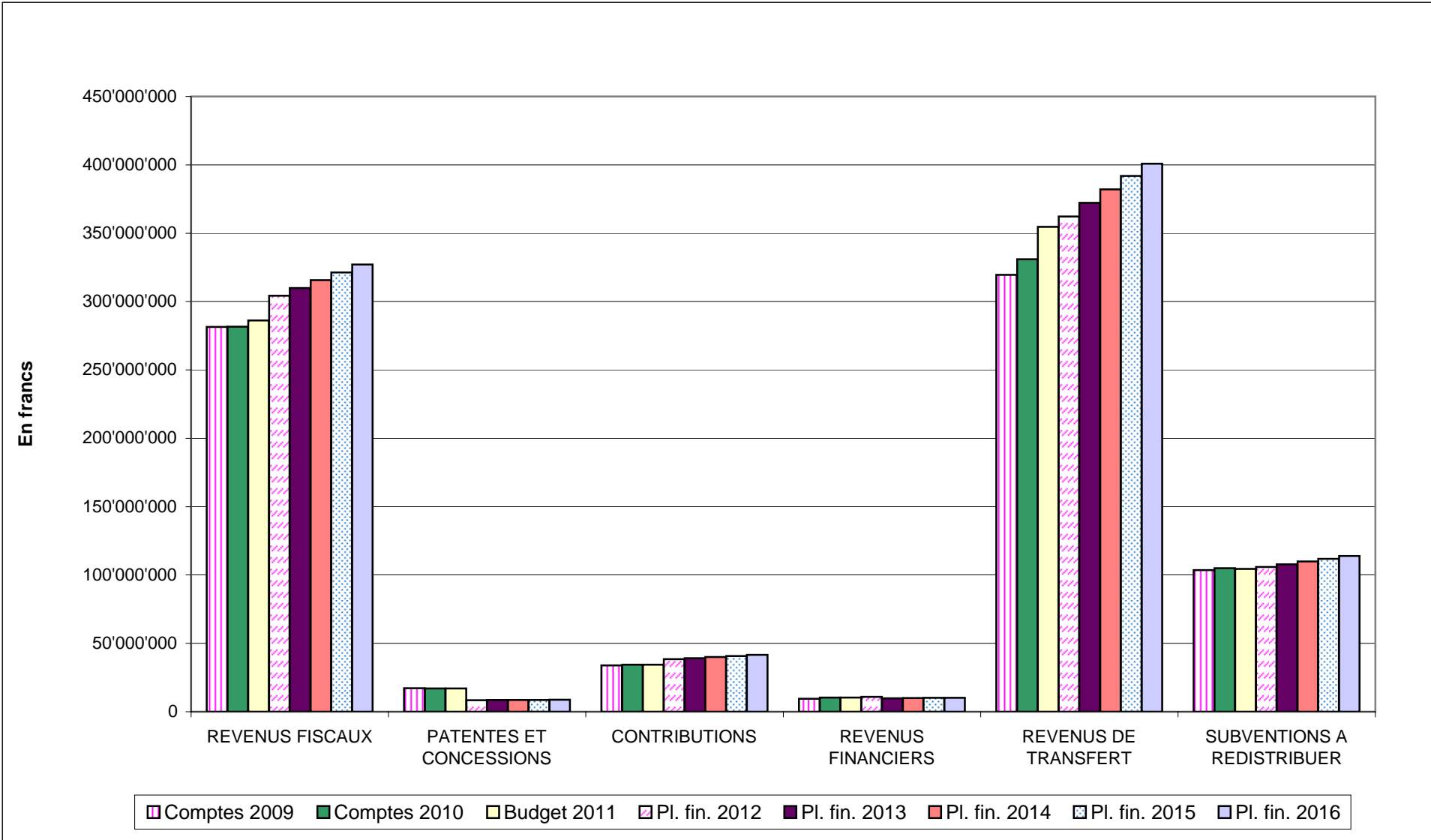
(état : 21 septembre 2011)

Indicateurs (en milliers CHF ou %)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Budget 2011	Plan financier				
											2012	2013	2014	2015	2016
Excédent du compte de fonctionnement	-718	-16'793	11'221	209'465	-18'165	45	2'573	2'206	235	5'511	-3'186	-2'294	5'863	3'301	4'314
Insuffisance de financement	-8'262	-20'134	91'716	205'006	-18'597	-5'928	-1'260	-9'551	-9'890	-6'151	-8'551	-6'769	-10'430	-8'115	-4'026
Degré d'autofinancement	79.1%	43.2%	391.2%	653.6%	44.1%	84.9%	96.7%	79.6%	79.0%	87.8%	80.6%	84.1%	80.5%	83.2%	91.0%
Investissements réalisés sur le territoire jurassien	192'925	175'941	178'067	166'298	158'684	173'167	204'874	204'750	202'136	212'875	198'383	187'590	171'511	146'249	99'556
Investissements bruts	61'121	50'563	51'183	51'731	50'980	58'308	61'554	64'053	62'457	70'375	60'633	55'540	67'011	60'749	56'806
Investissements nets	39'456	35'460	31'494	37'032	33'265	39'224	38'313	46'932	47'134	50'462	44'152	42'486	53'504	48'170	44'560
Quote-part des investissements nets	1.6%	1.5%	1.2%	1.4%	1.2%	1.4%	1.3%	1.6%	1.6%	1.7%	1.5%	1.4%	1.7%	1.5%	1.4%
Quote-part de l'Etat (fonct. + investiss.)	28.0%	28.2%	26.5%	28.8%	28.1%	26.3%	26.3%	28.1%	27.7%	28.2%	28.4%	28.3%	28.6%	28.4%	28.3%
Dette brute	492'100	511'600	460'700	380'500	335'300	305'200	255'010	236'940	256'460	245'000	254'000	261'000	271'000	279'000	283'000
Dette brute/recettes fiscales (sans taxe véhicules)	259.2%	267.7%	238.8%	167.9%	146.9%	126.9%	101.4%	92.4%	100.1%	94.0%	91.4%	92.2%	94.0%	95.0%	94.6%
Quote-part de l'endettement	20.2%	21.0%	17.5%	14.7%	12.5%	10.9%	8.7%	8.3%	8.8%	8.2%	8.4%	8.4%	8.6%	8.7%	8.7%
Quote-part de l'endettement des cantons suisses	20.6%	20.5%	20.5%	18.1%	14.1%	13.4%	10.3%	n.c	n.c	n. c.	n. c.	n. c.	n. c.	n. c.	n. c.
Intérêts passifs (couvertures swap en net)	19'623	17'034	17'370	15'659	13'383	11'504	10'819	9'303	7'977	7'531	6'945	6'507	6'776	7'073	7'283
Intérêts passifs en 1/10 de quotité d'impôts	2.7	2.3	2.4	2.2	1.9	1.5	1.4	1.1	1.0	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Intérêts passifs/Recettes fiscales (sans taxe véhicules)	10.3%	8.9%	9.0%	6.9%	5.9%	4.8%	4.3%	3.6%	3.1%	2.9%	2.5%	2.3%	2.3%	2.4%	2.4%

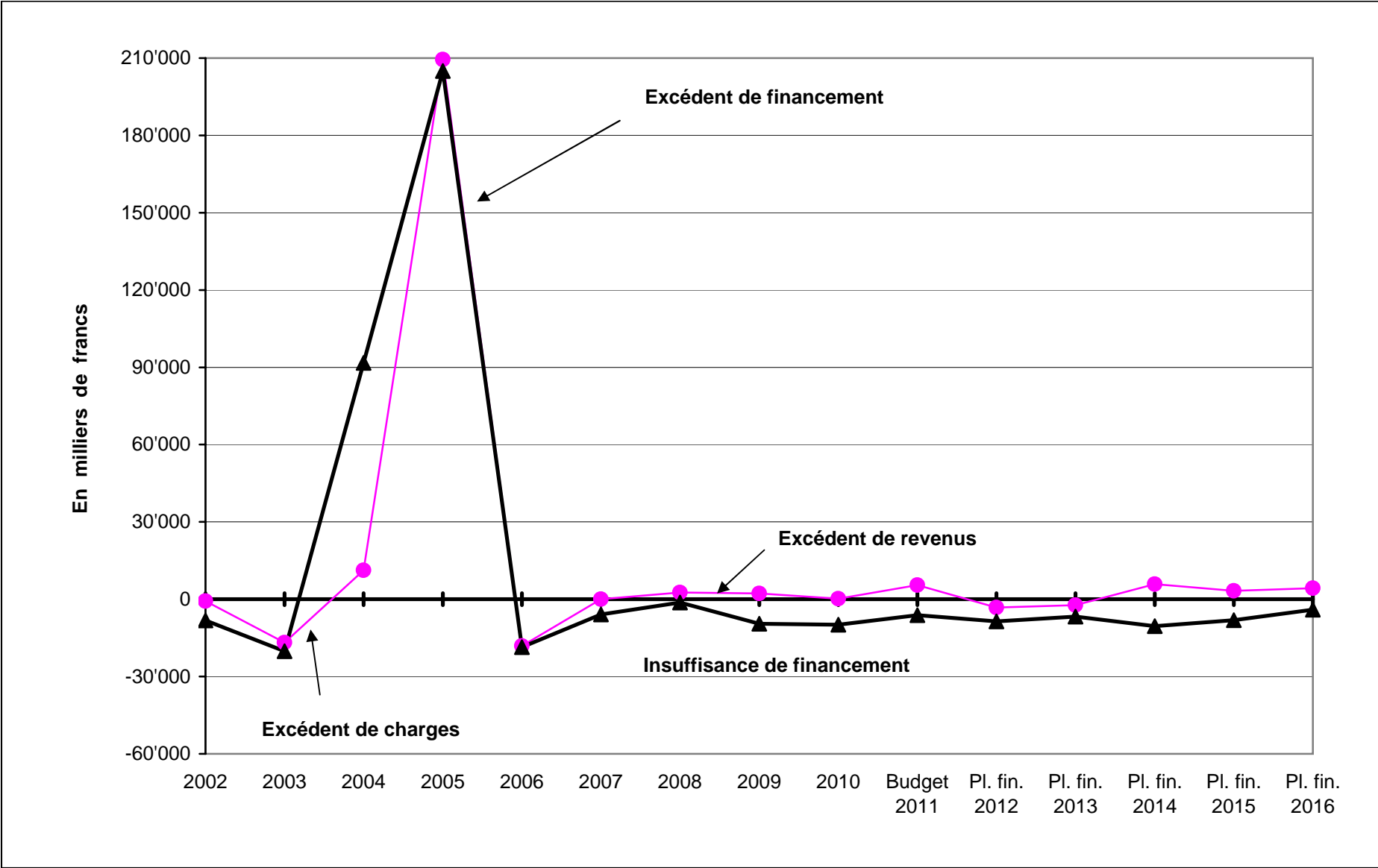
PLAN FINANCIER 2012 - 2016 - EVOLUTION DES PRINCIPALES RUBRIQUES DE CHARGES



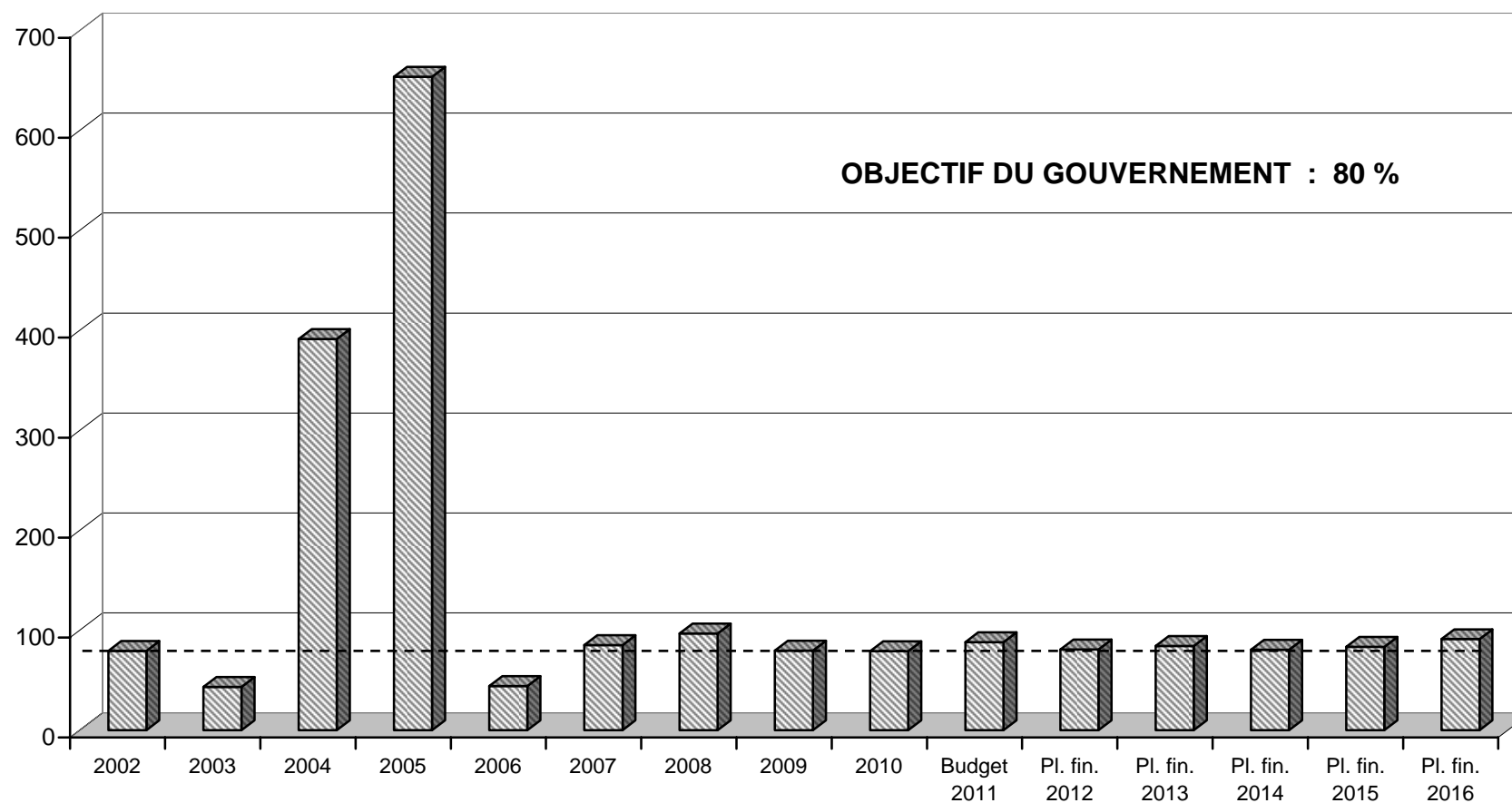
PLAN FINANCIER 2012 - 2016 - EVOLUTION DES PRINCIPALES RUBRIQUES DE REVENUS



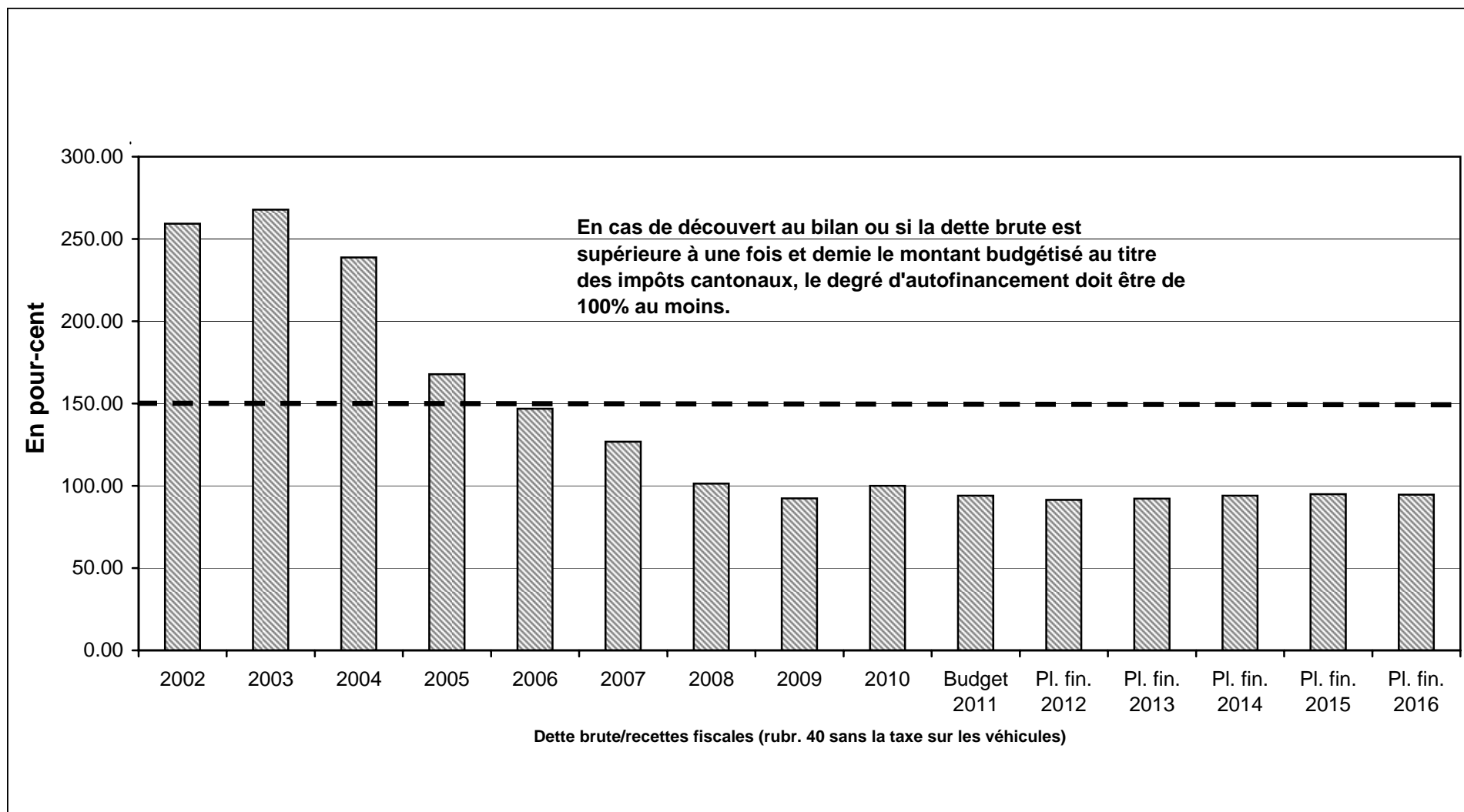
PLAN FINANCIER 2012 - 2016 - EVOLUTION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT ET DU FINANCEMENT



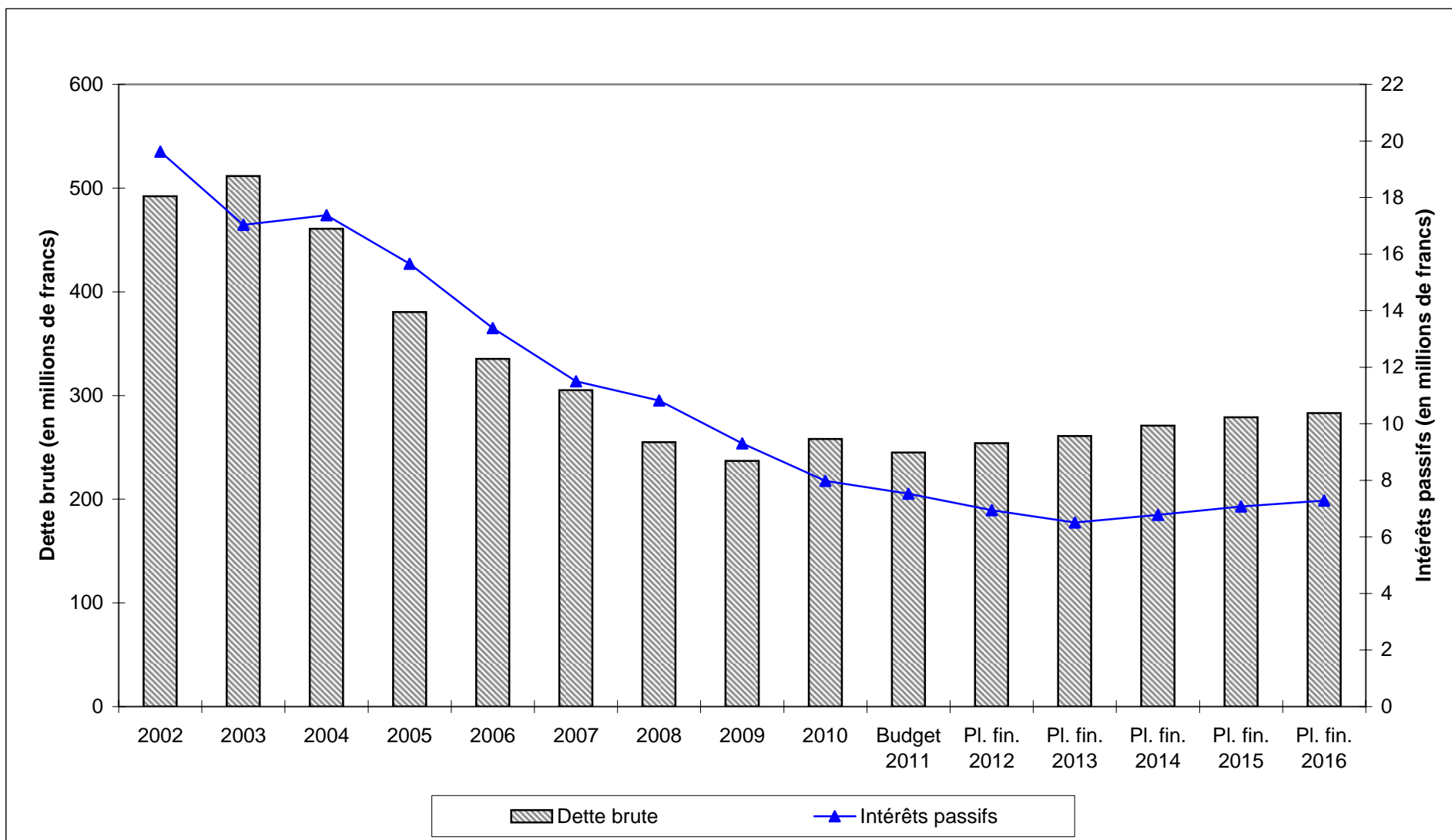
PLAN FINANCIER 2012 - 2016 - EVOLUTION DU DEGRE D'AUTOFINANCEMENT



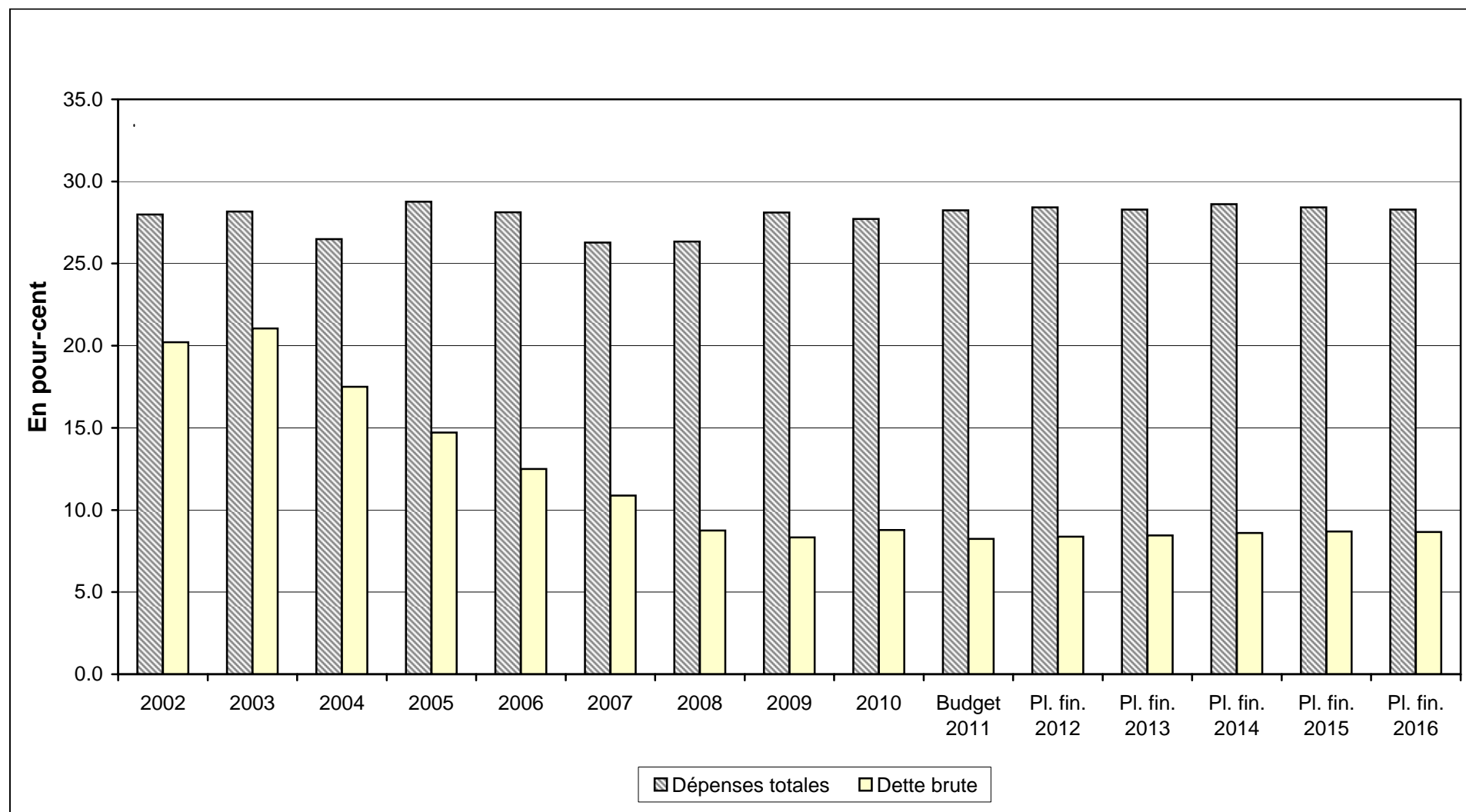
PLAN FINANCIER 2012 - 2016 EVOLUTION DE LA DETTE BRUTE PAR RAPPORT A LA FISCALITE CANTONALE
 (2ème critère du mécanisme de frein à l'endettement)



PLAN FINANCIER 2012 - 2016 - EVOLUTION DE LA DETTE BRUTE ET DES INTERETS PASSIFS



PLAN FINANCIER 2012 - 2016 EVOLUTION DES QUOTES-PARTS DE L'ETAT



PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS
POUR LA PERIODE 2012 – 2016

OCTOBRE 2011

PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS
POUR LA PERIODE 2012-2016

COMPLEMENT D'INFORMATION AU MESSAGE DU
GOUVERNEMENT AU PARLEMENT
DU 5 OCTOBRE 2011

1. Introduction

Conformément à l'article 20 de la loi sur les finances cantonales, le Gouvernement vous demande d'accepter la planification détaillée des investissements pour la période 2012-2016. Celle-ci a servi de base à l'élaboration du plan financier 2012-2016, dossier soumis simultanément à votre approbation.

Les tableaux de détails annexés indiquent les projets retenus pour chacune des unités administratives. Les montants proposés vous sont également présentés, sous forme résumée, par rubrique budgétaire pour chacun des Départements ainsi que pour l'ensemble des Départements.

La planification des investissements constitue un élément fondamental de la palette des moyens de gestion de l'Etat. Le potentiel d'investissement étant limité, elle propose des choix en fonction des priorités fixées dans le programme gouvernemental de législature tout en maîtrisant les principales contraintes financières. Elle constitue une préparation systématique à la décision et de ce fait exerce une influence déterminante sur le pilotage de l'Etat. Elle n'a pourtant qu'une valeur indicative et ne donne ainsi aucun droit à l'obtention de crédits ou d'allocations budgétaires (sous réserve des crédits déjà engagés).

2. La planification des investissements 2012-2016

La planification des investissements a été élaborée selon une approche très précise orientée par projet. Elle propose des réalisations en fonction des ressources disponibles ainsi que des degrés d'urgence ou de priorité. Les enveloppes financières par secteur doivent être considérées comme les lignes directrices de la politique d'investissement de l'Etat. La planification des investissements devient ainsi le cadre de référence autour duquel s'articuleront l'action de l'Etat et l'élaboration des budgets.

Alors que les précédentes planifications des investissements étaient établies pour une période de quatre années, celles-ci est désormais établie pour une durée de cinq années, en cohérence avec la durée des périodes de législature.

La planification des projets à réaliser pour la période 2012 à 2016 débouche sur des investissements nets se montant à 232,9 mios, ce qui représente un montant annuel moyen de 46,6 mios. Ce montant annuel moyen dépasse ainsi celui arrêté par le Parlement pour les années 2008 à 2011 et qui se montait à 46,1 mios.

Trois objets comptabilisés jusqu'à présent au compte d'investissement seront imputés au compte de fonctionnement à partir de 2012. Ce changement de pratique comptable est lié à l'introduction du modèle comptable MCH2 en 2012 pour deux d'entre eux, soit le subventionnement versé pour les loyers dans le domaine du logement (Service de l'économie) ainsi que les subventions forfaitaires reçues pour les routes principales (Ponts et chaussées). Le troisième objet concerne l'enveloppe d'investissement versé à l'Hôpital du Jura. Les modifications apportées au système de financement des hôpitaux nécessitent de revoir le mode de financement des investissements de l'Hôpital du Jura. A partir de 2012, les charges financières des investissements seront financées également par les assureurs. Ces charges financières se composent de l'amortissement comptable et des frais financiers (intérêts). Dès lors, la part du canton du Jura aux charges d'investissements sera couverte non plus par une enveloppe d'investissement, mais par notre contribution aux charges de fonctionnement qui intégrera désormais les coûts liés aux investissements, ce qui n'était pas le cas jusqu'à aujourd'hui.

Globalement, ces modifications diminuent la planification des investissements de ~ 21 mios. Sans celles-ci, le montant net de la planification des investissements 2012-2016 se serait élevé à ~ 254 mios, soit 50,8 mios en moyenne annuelle. L'effort d'investissement net réellement consenti est donc nettement plus important comparativement aux précédentes périodes.

Les projets planifiés représentent à la fois un seuil par rapport aux besoins et aux objectifs relevés dans le Programme de législature et un plafond par rapport à la situation financière de l'Etat. Aussi, au cas où la conjoncture devait à nouveau se dégrader de manière importante, il n'y a aucune réserve financière possible pour un éventuel financement d'un programme de relance économique de l'envergure de celui de 2009 (application d'une politique anticyclique). Le cas échéant, son financement devra impérativement passer par des mesures de compensations financières.

Les besoins initiaux annoncés en septembre 2010 par les services atteignaient 471 mios, soit 94,2 mios en moyenne par an. Ils constituaient à ce stade un inventaire initial très large ne se basant sur aucune fixation de priorité, respectivement ne faisant l'objet d'aucune coordination. Considérer cet inventaire comme planification des investissements aurait conduit à des incohérences (objets, calendrier et types de travaux), respectivement aurait induit, à lui seul, des charges de fonctionnement et des insuffisances de financement absolument excessives. Finalement, le volume des investissements aurait plus que doublé par rapport à la planification des investissements arrêtée par le Parlement pour la période 2008-2011.

En considérant l'état du plan financier 2012-2016 (fonctionnement, investissements, financement) et les options retenues dans le programme de législature 2011-2015, le Gouvernement a arrêté une stratégie financière volontariste permettant de s'adapter structurellement aux défis de ces prochaines années. Malgré l'importante baisse fiscale annoncée dans le programme de législature, l'effort d'investissement consenti par le canton du Jura n'est pas réduit, au contraire.

Le Gouvernement a procédé à des arbitrages tout en sachant qu'il ne pouvait pas axer ses propositions que sur des critères financiers. Il convenait effectivement de prendre également en considération les engagements déjà pris, l'urgence et le caractère indispensable des demandes d'investissements ainsi que les orientations politiques pour la législature en cours (axes stratégiques, objectifs et projets présentés dans le programme de législature).

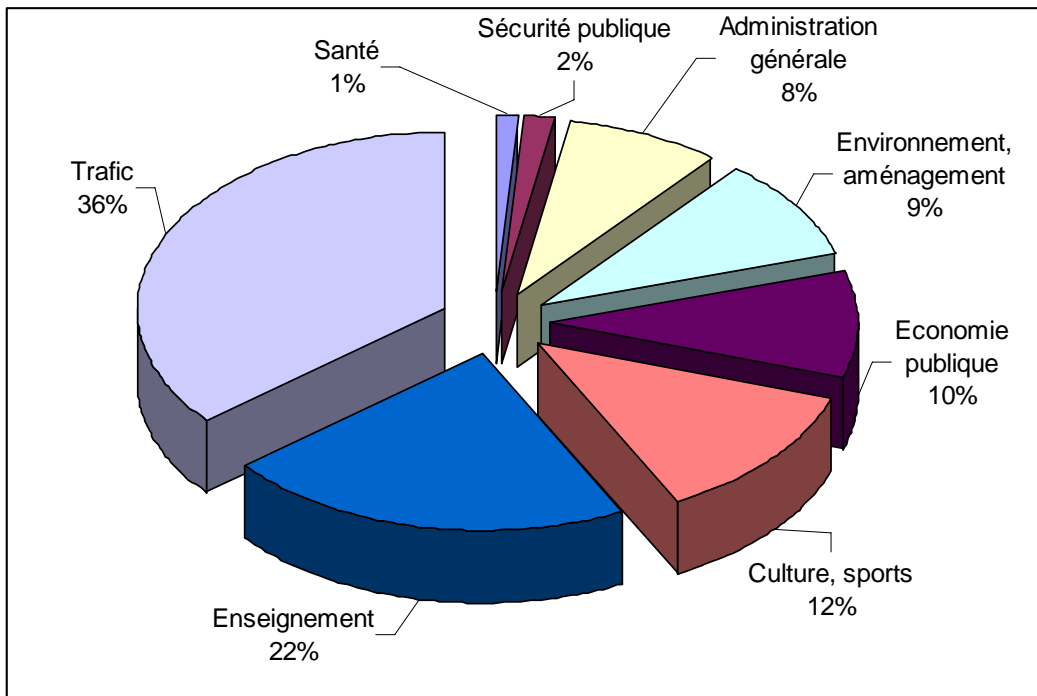
Il n'a pas envisagé la fixation d'un moratoire particulier. Il a préféré mettre en place une méthode permettant de comparer et d'apprécier l'importance de l'ensemble des besoins pour arrêter ses propositions. Le Gouvernement a défini 5 catégories d'investissements découlant des obligations et des objectifs politiques et financiers de l'Etat.

No	Définition de la catégorie d'investissements
1.	Respect des décisions déjà prises par l'autorité compétente envers les bénéficiaires de subventions, de prêts ou de participations.
2.	Respect des décisions déjà prises par l'autorité compétente pour des dépenses propres ne laissant plus aucune marge de manœuvre.
3.	Respect des décisions déjà prises par l'autorité compétente pour des dépenses propres pouvant faire l'objet de modifications (redimensionnement, étalement, report et éventuellement renoncement).
4.	Subventions, prêts ou participations n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision d'octroi.
5.	Dépenses propres n'étant pas encore engagées par un crédit de l'autorité compétente :
5.1	➤ Renouvellement, assainissement et maintenance du patrimoine immobilier;
5.2	➤ Renouvellement du patrimoine mobilier;
5.3	➤ Autres projets.

C'est en se basant sur cette méthode que le Gouvernement est en mesure de vous proposer les différents projets à réaliser ces 5 prochaines années pour 232,9 mios.

Le montant net des investissements se répartit ainsi :

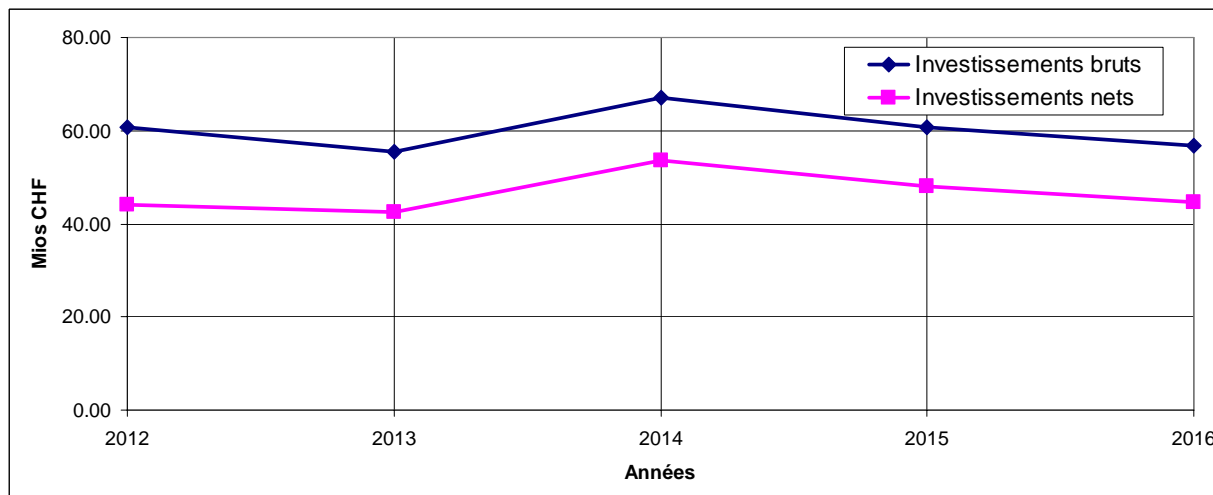
Graphique 1 : répartition des investissements nets par secteur



Un peu plus du tiers des investissements nets est dépensé pour le trafic routier et les transports publics. Un deuxième tiers est consacré aux secteurs de l'enseignement, de la culture et des sports. Enfin, les autres secteurs se partagent le dernier tiers.

Par année, les investissements sont répartis ainsi :

Graphique 2 : répartition des investissements par années



3. La répartition des investissements par unités administratives


Sur l'ensemble de la période 2012-2016 (et sans tenir compte de la part de la Confédération à la construction de l'A16, dont l'importance fausserait l'analyse), les sept unités administratives suivantes seront les plus concernées par les dépenses d'investissements :

	<u>Dépenses nettes</u>	<u>Dépenses brutes</u>
- Service des ponts et chaussées	21,7 %	18,0 %
- Service des constructions	19,9 %	16,5 %
- Office cantonal de la culture	10,1 %	8,2 %
- Routes nationales (construction de l'A16)	9,7 %	7,5 %
- Service de l'économie rurale	8,5 %	15,4 %
- Office de l'environnement	7,9 %	11,6 %
- Service de l'informatique	<u>6,9 %</u>	<u>5,3 %</u>
	84,7 %	82,5 %
	=====	=====

Nous constatons que plus des 8/10 des investissements bruts ou nets sont concentrés sur ces sept unités administratives. Par ailleurs, presque 30 % des investissements proposés est imputable aux routes.


Un commentaire succinct est proposé ci-après pour l'ensemble des unités administratives. Les flèches figurant dans les tableaux indiquent le sens de l'évolution des investissements dans le domaine concerné par rapport à la période 2008-2011 (base de comparaison : comptes 2008, 2009 et 2010 et budget 2011).

3.1. Economat cantonal

Tendance par rapport à la période 2008-2011	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
Brut	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
Net	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
	Les investissements de l'Economat cantonal sont dédiés au remplacement progressif du mobilier de l'administration datant encore de l'entrée en souveraineté du canton du Jura.					


La réduction des montants est due à la baisse des besoins en mobilier pour l'administration cantonale.

3.2. Service de la santé publique

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	50'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'050'000
	Net	50'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'050'000
	Ces montants représentent des subventions pour l'Hôpital du Jura, mais pour des prestations non-hospitalières (Centrale d'appels sanitaires et transformation de la Résidence "la Promenade" à Delémont).						


La baisse importante des subventions d'investissement pour l'Hôpital du Jura s'explique par l'instauration au niveau fédéral d'un nouveau système de financement des hôpitaux.

3.3. Laboratoire cantonal

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	0	90'000	80'000	150'000	0	320'000
	Net	0	72'000	64'000	120'000	0	256'000
	Les montants prévus permettent le remplacement d'appareils et d'analyses ayant dépassé la durée d'utilisation initialement prévue et pour lesquels les frais d'entretiens et de réparation vont devenir disproportionnés.						

La diminution prévue pour les années 2012 à 2016 provient du remplacement d'importants équipements durant la dernière période.


3.4. Service de l'économie

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	1'059'500	0	2'492'500	2'155'000	1'711'500	7'418'500
	Net	- 405'900	- 1'143'100	380'100	371'900	20'100	- 776'900
	En tenant compte de changement d'imputation des aides accordées pour l'amélioration et construction de logements (subventionnement de loyer), les investissements nets du Service de l'économie augmentent de manière importante. Les montants négatifs constatés sur les montants nets proviennent des remboursements des importants prêts LIM cantonaux accordés lors de précédentes périodes.						

Par secteur, les montants peuvent être répartis ainsi :


	<u>Montants nets</u>	<u>Montants bruts</u>
- Subventions d'investissements NPR	1'472'500	1'472'500
- Acquisition et équipement de terrains	2'674'500	5'349'000
- Subventions d'investissement TGV	300'000	300'000
- LIM	- 5'073'900	297'000
- Prêt SEDRAC	<u>- 150'0000</u>	<u>0</u>
	<u>- 776'900</u>	<u>7'418'500</u>

3.5. Service de l'économie rurale


Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	9'411'000	9'316'000	9'214'000	9'126'000	9'160'000	46'227'000
	Net	3'954'000	3'954'000	3'954'000	3'954'000	3'954'000	19'770'000
	Les moyens sont alloués principalement aux améliorations foncières, permettant la réalisation de travaux prioritaires en matière de génie rural et de constructions rurales.						

Les subventions d'améliorations foncières sont octroyées en fonction de la loi sur les améliorations foncières (RSJU 913.1). Le génie rural disposera d'une enveloppe totale de 12,5 mios pour la période 2012-2016. Ces moyens seront principalement destinés aux remaniements parcellaires.

3.6. Service de l'aménagement du territoire


Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	60'000	60'000	60'000	60'000	60'000
Net		60'000	60'000	60'000	60'000	60'000	300'000
Ces montants sont alloués à la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens.							

3.7. Office de l'environnement


Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	9'189'000	6'289'000	6'449'000	6'319'000	6'619'000
Net		4'201'600	3'391'500	3'551'600	3'421'500	3'721'500	18'287'700
La diminution par rapport à la dernière période est due au plan de soutien de 2009 qui a permis d'allouer des ressources supplémentaires à cette unité.							

La plus grande partie de ces montants sera versée sous forme de subventions aux communes pour les investissements en faveur de l'aménagement des cours d'eau, de l'alimentation en eau potable, de l'épuration des eaux usées et des forêts. Le solde sera consacré à l'acquisition et l'aménagement de terrains et d'étangs et d'autres mesures, notamment à l'acquisition d'équipements de mesure de l'air et de l'eau et pour le remplacement de véhicules.

3.8. Forêts domaniales

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	0	0	130'000	50'000	50'000	230'000
	Net	0	0	130'000	30'000	30'000	190'000
	Les dépenses prévues dans ce secteur sont stables par rapport aux dépenses de la dernière période.						

3.9. Service des ponts et chaussées

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	11'290'000	11'730'000	11'595'000	10'433'000	9'175'000	54'223'000
	Net	10'890'000	10'950'000	10'384'000	9'683'000	8'649'000	50'556'000
	Les investissements effectués par le Service des ponts et chaussées sont constants, si l'on tient compte du transfert au compte d'exploitation des subventions fédérales pour les routes principales.						

Les priorités retenues pour la réalisation des tronçons se basent principalement sur l'état des routes. Les montants permettent de réaliser tous les chantiers qui ont déjà été décidés.


Les investissements pour les années 2012 à 2016 sont répartis ainsi :

	<u>Montants nets</u>	<u>Montants bruts</u>
- Aménagements de la H18	15'400'000	15'800'000
- Itinéraires cyclables ¹	2'095'000	2'095'000
- Aménagements des routes cantonales ²	11'311'000	13'928'000
- Maintenance routière	15'000'000	15'500'000
- Assainissement du bruit routier	600'000	750'000
- Routes tiers bénéficiaires	250'000	250'000
- Machines, équipements et véhicules	3'000'000	3'000'000
- Subventions pour l'aménagement de routes	<u>2'900'000</u>	<u>2'900'000</u>
	<u>50'556'000</u>	<u>54'223'000</u>

¹ Sans les projets d'agglomération de Delémont


² Avec les projets d'agglomération de Delémont

3.10. Routes nationales (construction de l'A16)

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut ³	144'250'000	138'250'000	109'250'000	89'250'000	44'250'000
Net		6'500'000	6'200'000	4'750'000	3'750'000	1'500'000	22'700'000
	La fin des différents chantiers ouverts pour la construction de l'A16 explique la diminution des montants à consacrer à cet objet.						


Les montants inscrits à la planification financière des investissements 2012-2016 permettent de répondre à la planification actualisée de la Confédération qui tient compte des travaux réalisés durant ces dernières années.

3.11. Centre d'entretien de l'A16

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000
Net		600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
	L'ouverture prochaine de nouveaux tronçons sur l'A16 conduit à l'augmentation des investissements pour le centre d'entretien A16 ces prochaines années.						

³ Y compris la part fédérale

3.12. Service des constructions


Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	11'770'000	10'375'000	14'495'000	6'115'000	6'785'000	49'540'000
	Net	9'470'000	9'475'000	14'495'000	6'115'000	6'785'000	46'340'000
	Les investissements effectués dans le domaine immobilier sont maintenus à un niveau élevé.						

Comme dans la dernière période, un accent important est mis sur les constructions dans le domaine de la formation. Le Gouvernement propose également de réserver les ressources disponibles aux travaux d'entretien et d'aménagement incontournables.

Les principales réalisations prévues pour 2012-2016 sont les suivantes (montants bruts) :

- Construction et aménagement de locaux pour les divisions santé-social-arts et commerciale 26'600'000
- EFEJ + 6'000'000
- Extension du Centre professionnel de Porrentruy 5'650'000
- Assainissement du bâtiment B au Centre professionnel de Porrentruy 3'000'000
- Construction d'un garage dépôt pour les routes cantonales 2'000'000


3.13. Service des transports et de l'énergie

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	2'533'000	1'935'500	2'780'500	3'630'500	1'530'500	12'410'000
	Net	1'742'300	1'144'800	1'989'800	2'850'000	755'000	8'481'900
	La baisse résulte des montants importants investis lors de la dernière période pour l'adaptation des gares au RER et des suppléments substantiels accordés dans le cadre du plan de soutien en 2009 pour le domaine de l'énergie.						

Les montants sont répartis ainsi :

	<u>Montants nets</u>	<u>Montants bruts</u>
- Subventions pour les projets d'agglomération	1'400'000	1'400'000
- Subventions pour les projets CJ	3'000'000	3'000'000
- Participation pour la réouverture du tronçon Delle-Belfort	2'750'000	2'750'000
- Subvention d'infrastructures CFF	260'000	260'000
- Remboursements de prêts accordés aux CJ	-1'928'100	0
- Promotion des investissements dans le domaine de l'énergie	<u>3'000'000</u>	<u>5'000'000</u>
	<u>8'481'900</u>	<u>12'410'000</u>


3.14. Service de l'informatique

Tendance par rapport à la période 2008-2011	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
Brut	3'100'000	3'300'000	3'250'000	3'250'000	3'100'000	16'000'000
Net	3'100'000	3'300'000	3'250'000	3'250'000	3'100'000	16'000'000
	L'investissement informatique doit permettre un meilleur accès à l'information et permettre la rationalisation des tâches de l'Etat.					

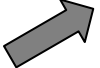
Par portefeuille, les montants sont répartis ainsi :

- Maintien du service requis	8'345'000
- Modernisation de l'administration	4'015'000
- Remplacement de l'application du Service des contributions (Captif)	1'800'000
- Cyberadministration	1'740'000
- Intelligence d'entreprise (Business Intelligence)	<u>100'000</u>
	<u>16'000'000</u>

3.15. Service de l'enseignement


Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
	Net	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
	Ces montants sont réservés aux subventions à verser aux communes pour les constructions scolaires.						

3.16. Service de la formation des niveaux secondaires II et tertiaires

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	1'500'000	1'600'000	2'400'000	2'400'000	2'400'000	10'300'000
	Net	620'000	720'000	1'520'000	1'520'000	1'520'000	5'900'000
	La participation à une société immobilière pour la construction d'un campus HE à Delémont provoque cette forte augmentation.						

Les flux financiers liés aux prêts d'études ont été adaptés aux tendances actuelles. Un montant de 0,8 mio est prévu pour les subventions à verser à l'EJCM. Enfin, la participation à la société immobilière pour la construction d'un campus HE a été évaluée à 5,0 mios.

3.17. Office cantonal de la culture


Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	850'000	950'000	5'550'000	8'000'000	9'220'000	24'570'000
	Net	650'000	750'000	5'350'000	7'800'000	9'020'000	23'570'000
	Cette progression s'explique par des projets importants prévus ces prochaines années.						

Les montants conséquents dévolus à ce secteur permettent d'entreprendre les importants travaux liés au Centre régional d'expression artistique, à la gestion, conservation et mise en


valeur des traces de dinosaures en Ajoie et à la mise en place d'un centre de gestion des collections.

Les subventions accordées pour la rénovation du patrimoine historique sont maintenues au rythme actuel.


3.18. Bibliothèque cantonale

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	0	0	0	45'000	0	45'000
	Net	0	0	0	45'000	0	45'000
	Un aménagement de la salle des catalogues est prévu en 2015.						


3.19. Office cantonal des sports

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	580'000	305'000	125'000	1'775'000	1'875'000	4'660'000
	Net	580'000	305'000	125'000	1'775'000	1'875'000	4'660'000
	Des soutiens à des projets importants sont prévus. Il s'agit notamment des patinoires de Delémont et Porrentruy.						


3.20. Division lycéenne

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	40'000	40'000	70'000	70'000	80'000	300'000
	Net	40'000	40'000	70'000	70'000	80'000	300'000
	L'enveloppe prévue permet de renouveler le matériel d'enseignement (informatique, laboratoire).						


3.21. Division technique

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	400'000	400'000	530'000	600'000	770'000
	Net	400'000	400'000	530'000	600'000	770'000	2'700'000
	L'enveloppe prévue permet de renouveler le matériel d'enseignement (informatique, ateliers, outillages, etc.).						


3.22. Division artisanale

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	60'000	70'000	100'000	120'000	155'000
	Net	60'000	70'000	100'000	120'000	155'000	505'000
	L'enveloppe prévue permet de renouveler le matériel d'enseignement (informatique, équipements).						


3.23. Division commerciale

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	120'000	120'000	180'000	190'000	190'000
	Net	120'000	120'000	180'000	190'000	190'000	800'000
	L'enveloppe prévue permet de renouveler le matériel d'enseignement (informatique, mobilier).						


3.24. Division santé-social-arts

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	290'000	60'000	60'000	70'000	70'000
Net		290'000	60'000	60'000	70'000	70'000	550'000
	L'enveloppe prévue permet d'acquérir et de renouveler le matériel d'enseignement (informatique, équipements, etc.). Ces investissements pourront être repris dans les nouveaux bâtiments qui seront construits.						


3.25. Police cantonale

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	280'000	305'000	370'000	255'000	255'000
Net		280'000	305'000	370'000	255'000	255'000	1'465'000
	Ces montants sont consacrés au renouvellement et à la mise à jour des véhicules et équipements. La baisse provient du projet Polycom (réseau radio) réalisé lors de la période 2008-2011.						

3.26. Section de la protection de la population et de la sécurité

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Brut	0	244'000	300'000	130'000	100'000
Net		0	162'000	160'000	65'000	50'000	437'000
	Il est prévu principalement d'équiper les organisations régionales de la protection civile. Il n'y a pas eu de dépense à ce titre ces dernières années.						

3.27. Office des véhicules

Tendance par rapport à la période 2008-2011		<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
	Brut	0	150'000	30'000	55'000	0	235'000
	Net	0	150'000	30'000	55'000	0	235'000
Un véhicule et un lift seront remplacés. Il est également prévu de doter la piste de contrôle de Porrentruy du même équipement installé à Delémont et Saignelégier.							

4. La conclusion

La planification détaillée des investissements pour la période 2012-2016 a la difficile tâche de faire correspondre les importants besoins exprimés par l'ensemble des secteurs d'activités aux disponibilités financières restreintes de l'Etat, telles qu'exprimées dans le plan financier 2012-2016.

L'enveloppe globale d'investissements nets fixée à 232,9 mios pour l'ensemble de la période met à disposition les moyens appropriés pour atteindre les objectifs politiques fixés sans peser trop lourdement sur le compte d'exploitation.

Le Gouvernement est d'avis que la réalisation des projets prévus dans la planification des investissements contribuera à améliorer les conditions cadres nécessaires au développement de l'économie et à l'ouverture du Canton du Jura sur l'extérieur. D'autre part, cette planification permet d'allouer les ressources appropriées au bon fonctionnement des domaines de la formation, de la protection de l'environnement, des services de sécurité, des moyens de communication, ainsi qu'à l'activité administrative en général.

Delémont, le 5 octobre 2011.

PLAN FINANCIER DES INVESTISSEMENTS 2012-2016

		PFI					Totaux
		2012	2013	2014	2015	2016	
Chancellerie	D	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
	R	0	0	0	0	0	0
	N	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
Département de la Santé, des Affaires sociales, du Personnel et des Communes	D	50'000	590'000	580'000	650'000	500'000	2'370'000
	R	0	-18'000	-16'000	-30'000	0	-64'000
	N	50'000	572'000	564'000	620'000	500'000	2'306'000
Département de l'Economie et de la Coopération	D	10'470'500	9'316'000	11'706'500	11'281'000	10'871'500	53'645'500
	R	-6'922'400	-6'505'100	-7'372'400	-6'955'100	-6'897'400	-34'652'400
	N	3'548'100	2'810'900	4'334'100	4'325'900	3'974'100	18'993'100
Département de l'Environnement et de l'Equipement	D	45'042'000	40'489'500	44'109'500	34'207'500	29'419'500	193'268'000
	R	-8'478'100	-5'368'200	-4'899'100	-4'448'000	-4'219'000	-27'412'400
	N	36'563'900	35'121'300	39'210'400	29'759'500	25'200'500	165'855'600
Département de la Formation, de la Culture et des Sports	D	4'640'000	4'345'000	9'815'000	14'070'000	15'560'000	48'430'000
	R	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-5'400'000
	N	3'560'000	3'265'000	8'735'000	12'990'000	14'480'000	43'030'000
Département des Finances, de la Justice et de la Police	D	280'000	699'000	700'000	440'000	355'000	2'474'000
	R	0	-82'000	-140'000	-65'000	-50'000	-337'000
	N	280'000	617'000	560'000	375'000	305'000	2'137'000
Ensemble des départements	D	60'632'500	55'539'500	67'011'000	60'748'500	56'806'000	300'737'500
	R	-16'480'500	-13'053'300	-13'507'500	-12'578'100	-12'246'400	-67'865'800
	N	44'152'000	42'486'200	53'503'500	48'170'400	44'559'600	232'871'700
Participation fédérale à la construction de l'A16		137'750'000	132'050'000	104'500'000	85'500'000	42'750'000	502'550'000
Investissements réalisés sur le territoire cantonal		198'382'500	187'589'500	171'511'000	146'248'500	99'556'000	803'287'500

LEGENDE : D = Dépenses d'investissement R = Recettes d'investissement N = Investissements nets

Récapitulation des investissements par genre de compte

GENRES DE COMPTES	2012	2013	2014	2015	2016	Total 2012-2016	en %
5 Total des dépenses	60'632'500	55'539'500	67'011'000	60'748'500	56'806'000	300'737'500	100.0%
5010 Investissements propres : routes, voies de communication	16'560'000	16'700'000	15'215'000	13'003'000	9'495'000	70'973'000	23.6%
5020 Investissements propres : aménagements des cours d'eau	3'115'000	265'000	265'000	265'000	265'000	4'175'000	1.4%
5040 Investissements propres : terrains bâtis	12'120'000	10'825'000	14'495'000	6'115'000	6'785'000	50'340'000	16.7%
5060 Investissements propres : mobilier, machines, véhicules	5'640'000	6'079'000	6'510'000	6'265'000	6'170'000	30'664'000	10.2%
54 Prêts	1'487'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	6'287'000	2.1%
5550 Participations à des sociétés	-	500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	5'000'000	1.7%
5560 Participations à des organisations à but non-lucratif	-	-	5'000'000	7'500'000	8'700'000	21'200'000	7.0%
5610 Subventions accordées aux cantons et concordats	150'000	-	1'000'000	750'000	774'500	2'674'500	0.9%
5620 Subventions accordées aux communes et syndicats intercommunaux	6'020'000	5'295'000	5'335'000	7'735'000	7'035'000	31'420'000	10.4%
5640 Subventions accordées aux entreprises publiques	1'188'000	1'030'500	1'030'500	1'030'500	1'030'500	5'310'000	1.8%
5650 Subventions accordées aux entreprises privées	4'162'500	3'850'000	5'342'500	5'255'000	4'787'000	23'397'000	7.8%
5660 Subventions accordées aux organisations privées à but non lucratif	600'000	200'000	-	-	-	800'000	0.3%
5670 Subventions accordées aux ménages	1'060'000	1'060'000	1'060'000	1'060'000	1'060'000	5'300'000	1.8%
5680 Subventions accordées à l'étranger	315'000	415'000	1'040'000	1'140'000	40'000	2'950'000	1.0%
57 Subventions redistribuées	8'215'000	8'120'000	8'018'000	7'930'000	7'964'000	40'247'000	13.4%
6 Total des recettes	-16'480'500	-13'053'300	-13'507'500	-12'578'100	-12'246'400	-67'865'800	100.0%
6300 Subventions acquises de la Confédération	-3'343'400	-1'611'500	-1'581'400	-1'343'500	-1'089'500	-8'969'300	13.2%
6320 Subventions acquises des communes et des syndicats intercommunaux	-1'190'000	-312'000	-329'000	-65'000	-50'000	-1'946'000	2.9%
6340 Subventions acquises de sociétés	-800'000	-400'000	-	-	-	-1'200'000	1.8%
64 Remboursements de prêts	-2'732'100	-2'559'800	-2'529'100	-2'439'600	-2'318'400	-12'579'000	18.5%
6650 Remboursements de subventions d'entreprises privées	-10'000	-10'000	-10'000	-10'000	-10'000	-50'000	0.1%
67 Subventions à redistribuer	-8'215'000	-8'120'000	-8'018'000	-7'930'000	-7'964'000	-40'247'000	59.3%
6870 Prélèvements sur les financements spéciaux	-190'000	-40'000	-1'040'000	-790'000	-814'500	-2'874'500	4.2%

**Récapitulation des investissements nets
Chancellerie (CHA)**

Par service	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Economat cantonal :						
Remplacement du mobilier	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
Total CHA	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000

Par rubrique budgétaire

5060 Mobilier, équipements, véhicules	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
Total des dépenses	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000

Total des recettes	-	-	-	-	-	-
---------------------------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

PLAN FINANCIER DES INVESTISSEMENTS 2012-2016							
INVESTISSEMENTS CHA	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
	Dépenses	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
120 ECONOMAT CANTONAL	Dépenses	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
Mobilier et véhicule	Nets	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000
Remplacement du mobilier	5060.00	150'000	100'000	100'000	100'000	100'000	550'000

Récapitulation des investissements nets
Département de la Santé, des Affaires sociales et du Personnel et des Communes (DSA)

Par service	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Service de la santé publique :						
Subventions à l'Hôpital du Jura	50'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'050'000
Laboratoire cantonal :						
Equipements	-	72'000	64'000	120'000	-	256'000
Total DSA	50'000	572'000	564'000	620'000	500'000	2'306'000

Par rubrique budgétaire

5060 Mobilier, équipements, véhicules	-	90'000	80'000	150'000	-	320'000
5640 Subventions à l'Hôpital du Jura	50'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'050'000
Total des dépenses	50'000	590'000	580'000	650'000	500'000	2'370'000

6300 Subventions fédérales	-	-18'000	-16'000	-30'000	-	-64'000
Total des recettes	-	-18'000	-16'000	-30'000	-	-64'000

INVESTISSEMENTS DSA		Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
			PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
		Dépenses	50'000	590'000	580'000	650'000	500'000	2'370'000
		Recettes	0	-18'000	-16'000	-30'000	0	-64'000
		Nets	50'000	572'000	564'000	620'000	500'000	2'306'000
200 SERVICE DE LA SANTE PUBLIQUE		Dépenses	50'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'050'000
		Recettes	0	0	0	0	0	0
		Nets	50'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'050'000
Subventions à l'Hôpital du Jura		Net	50'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'050'000
CASU (Centrale d'appels sanitaires urgents)		5640.00	50'000					50'000
Entretien et assainissement lourd à la Résidence "La Promenade", Delémont		5640.00		500'000	500'000	500'000	500'000	2'000'000
203 LABORATOIRE CANTONAL		Dépenses	0	90'000	80'000	150'000	0	320'000
		Recettes	0	-18'000	-16'000	-30'000	0	-64'000
		Nets	0	72'000	64'000	120'000	0	256'000
Mobilier, machines, véhicules			0	72'000	64'000	120'000	0	256'000
Remplacement d'un appareil pour la mesure des métaux (GFAAS-FAAS)		5060.00		90'000				90'000
Remplacement d'un chromatographe couplé à un spectromètre de masse pour substances volatiles		5060.00				150'000		150'000
Remplacement d'un appareil pour la mesure du carbone organique et de l'azote total		5060.00			80'000			80'000
Subventions fédérales		6300.00		-18'000	-16'000	-30'000		-64'000

Récapitulation des investissements nets
Département de l'Economie et de la Coopération (DEC)

Par service	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Service de l'économie :	-405'900	-1'143'100	380'100	371'900	20'100	-776'900
<i>Subventions NPR</i>	162'500	-	492'500	655'000	162'500	1'472'500
<i>Acquisition et équipement de terrains</i>	150'000	-	1'000'000	750'000	774'500	2'674'500
<i>Subventions TGV</i>	300'000	-	-	-	-	300'000
<i>LIM</i>	-988'400	-1'113'100	-1'082'400	-1'003'100	-886'900	-5'073'900
<i>Remboursement du prêt SEDRAC</i>	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-150'000
Service de l'économie rurale :	3'954'000	3'954'000	3'954'000	3'954'000	3'954'000	19'770'000
<i>Prêts au Service des crédits agricoles</i>	150'000	150'000	150'000	150'000	150'000	750'000
<i>Développement rural</i>	4'000	4'000	4'000	4'000	4'000	20'000
<i>Subventions pour améliorations foncières (génie rural et constructions rurales)</i>	3'800'000	3'800'000	3'800'000	3'800'000	3'800'000	19'000'000
<i>Fonds pour les améliorations foncières</i>	-	-	-	-	-	-
Total DEC	3'548'100	2'810'900	4'334'100	4'325'900	3'974'100	18'993'100

Par rubrique budgétaire

5440 Prêts au Service des crédits	150'000	150'000	150'000	150'000	150'000	750'000
5450 Prêts LIM et de développement rural	437'000	150'000	150'000	150'000	150'000	1'037'000
5610 Alimentations du fonds d'acquisition et d'équipement de terrains	150'000	-	1'000'000	750'000	774'500	2'674'500
5620 Subventions TGV et LIM	310'000	-	-	-	-	310'000
5650 Subventions aux entreprises privées	4'162'500	3'850'000	5'342'500	5'255'000	4'787'000	23'397'000
5750 Subventions pour améliorations foncières redistribuées	5'261'000	5'166'000	5'064'000	4'976'000	5'010'000	25'477'000
Total des dépenses	10'470'500	9'316'000	11'706'500	11'281'000	10'871'500	53'645'500

6420 Remboursements des prêts LIM	-1'285'400	-1'113'100	-1'082'400	-1'003'100	-886'900	-5'370'900
6440 Remboursements du prêt SEDRAC	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-150'000
6450 Remboursements de prêts de développement rural	-146'000	-146'000	-146'000	-146'000	-146'000	-730'000
6650 Remboursements de subventions en faveur du fonds des améliorations foncières	-10'000	-10'000	-10'000	-10'000	-10'000	-50'000
6700 Subventions pour améliorations foncières à redistribuer	-5'261'000	-5'166'000	-5'064'000	-4'976'000	-5'010'000	-25'477'000
6870 Prélèvements sur les fonds des acquisitions et équipement de terrains et des améliorations	-190'000	-40'000	-1'040'000	-790'000	-814'500	-2'874'500
Total des recettes	-6'922'400	-6'505'100	-7'372'400	-6'955'100	-6'897'400	-34'652'400

INVESTISSEMENTS DEC	Rubr. budgétaire	PFI					
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	Total PFI
	Dépenses	1'047'500	9'316'000	11'706'500	11'281'000	10'871'500	53'645'500
	Recettes	-6'922'400	-6'505'100	-7'372'400	-6'955'100	-6'897'400	-34'652'400
	Nets	3'548'100	2'810'900	4'334'100	4'325'900	3'974'100	18'993'100
300 SERVICE DE L'ECONOMIE	Dépenses	1'059'500	0	2'492'500	2'155'000	1'711'500	7'418'500
	Recettes	-1'465'400	-1'143'100	-2'112'400	-1'783'100	-1'691'400	-8'195'400
	Nets	-405'900	-1'143'100	380'100	371'900	20'100	-776'900
Subventions d'investissements NPR	Nets	162'500	0	492'500	655'000	162'500	1'472'500
Structure d'accueil d'activités économiques dans la zone de la gare de Porrentruy	5650.00				162'500	162'500	325'000
Incubateur microtechnique à Porrentruy (3ème bâtiment de la Société jurassienne d'équipements, lié à l'extension de la Division technique du CEJEF)	5650.00	162'500					162'500
Hôtel d'entreprises dans les sciences de la vie à la zone d'activités régionale de Delémont (ZARD)	5650.00			162'500	162'500		325'000
Laboratoire d'un institut de recherche dans l'incubateur medtech à la Zard	5650.00			330'000	330'000		660'000
Acquisition et équipement de terrains	Nets	150'000	0	1'000'000	750'000	774'500	2'674'500
Alimentation du fonds d'acquisition et d'équipement de terrains	5610.00	150'000	0	1'000'000	750'000	774'500	2'674'500
Soutien à la ZAIC des Franches-Montagnes	5650.01			500'000	250'000	250'000	1'000'000
Soutien à la nouvelle ZAIC d'Ajoie	5650.01			500'000	250'000	250'000	1'000'000
Participation au déplacement de la ligne électrique à haute tension à la Zard (Innode)	5650.01	150'000					150'000
Enveloppe financière pour de nouveaux projets, notamment des hôtels d'entreprises stratégiques	5650.01				250'000	274'500	524'500
Prélèvements sur le fonds d'acquisition et d'équipement de terrains	6870.00	-150'000	0	-1'000'000	-750'000	-774'500	-2'674'500
Subventions d'investissement TGV	Nets	300'000	0	0	0	0	300'000
Participation au passage sous-voie CFF à Porrentruy	5620.01	300'000	0	0	0	0	300'000
LIM	Nets	-988'400	-1'113'100	-1'082'400	-1'003'100	-886'900	-5'073'900
-) Prêts LIM	5450.00	287'000					287'000
-) Subventions d'investissement	5620.00	10'000					10'000
-) Remboursements de crédits LIM	6420.00	-1'285'400	-1'113'100	-1'082'400	-1'003'100	-886'900	-5'370'900
Remboursements de prêts et participations permanentes	Nets	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-150'000
Remboursements de prêt de SEDRAC	6440.01	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-150'000
320 ECONOMIE RURALE	Dépenses	9'411'000	9'316'000	9'214'000	9'126'000	9'160'000	46'227'000
	Recettes	-5'457'000	-5'362'000	-5'260'000	-5'172'000	-5'206'000	-26'457'000
	Nets	3'954'000	3'954'000	3'954'000	3'954'000	3'954'000	19'770'000
Prêts au Service des crédits agricoles (AEP)	5440.00	150'000	150'000	150'000	150'000	150'000	750'000
Développement rural	Nets	4'000	4'000	4'000	4'000	4'000	20'000
Prêts accordés	5450.00	150'000	150'000	150'000	150'000	150'000	750'000
Remboursements des prêts	6450.00	-146'000	-146'000	-146'000	-146'000	-146'000	-730'000
Subventions pour les améliorations foncières (génie rural et constructions rurales)	Nets	3'800'000	3'800'000	3'800'000	3'800'000	3'800'000	19'000'000
Remaniements parcellaires	5650.00	1'050'000	1'050'000	1'050'000	1'050'000	1'050'000	5'250'000
Remaniements parcellaires A16	5650.00	50'000	50'000				100'000
Desserte rurale	5650.00	900'000	900'000	900'000	900'000	900'000	4'500'000
Alimentation en eau	5650.00	460'000	460'000	510'000	510'000	510'000	2'450'000
Assainissements (drainages) et pâturages	5650.00	40'000	40'000	40'000	40'000	40'000	200'000
Constructions rurales	5650.00	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	5'000'000
Projet de développement régional	5650.00	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000

INVESTISSEMENTS DEC	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
Subv. fédérales pour améliorations foncières redistribuées	5750.00	5'261'000	5'166'000	5'064'000	4'976'000	5'010'000	25'477'000
Subv. fédérales pour améliorations foncières à redistribuer	6700.00	-5'261'000	-5'166'000	-5'064'000	-4'976'000	-5'010'000	-25'477'000
Fonds pour les améliorations foncières	Avance RCJU	0	0	0	0	0	0
Dépenses à charge du fonds des améliorations foncières	5650.01	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
Recettes en faveur du fonds des améliorations foncières	6650.00	-10'000	-10'000	-10'000	-10'000	-10'000	-50'000
Prélèvements sur le fonds des améliorations foncières	6870.00	-40'000	-40'000	-40'000	-40'000	-40'000	-200'000

Récapitulation des investissements nets
Département de l'Environnement et de l'Équipement (DEE)

Par service	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Service de l'aménagement du territoire Réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens	60'000	60'000	60'000	60'000	60'000	300'000
Office de l'environnement	4'201'600	3'391'500	3'551'600	3'421'500	3'721'500	18'287'700
<i>Acquisition de terrains, aménag. étangs et autres mesures</i>	881'600	121'500	121'600	121'500	121'500	1'367'700
<i>Équipements, véhicules</i>	-	-	160'000	30'000	130'000	320'000
<i>Subventions aux communes et syndicats intercommunaux</i>	3'320'000	3'270'000	3'270'000	3'270'000	3'470'000	16'600'000
Forêts domaniales	-	-	130'000	30'000	30'000	190'000
<i>Chemins</i>	-	-	100'000	30'000	30'000	160'000
<i>Véhicules</i>	-	-	30'000	-	-	30'000
Ponts et chaussées :	10'890'000	10'950'000	10'384'000	9'683'000	8'649'000	50'556'000
<i>Aménagements routiers</i>	5'990'000	7'170'000	6'329'000	4'833'000	4'484'000	28'806'000
<i>Maintenance routière</i>	3'550'000	2'430'000	2'705'000	3'500'000	2'815'000	15'000'000
<i>Assainissement du bruit routier</i>	120'000	120'000	120'000	120'000	120'000	600'000
<i>Routes tiers bénéficiaires</i>	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
<i>Remplacement de véhicules</i>	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
<i>Subventions pour l'aménagement de routes</i>	580'000	580'000	580'000	580'000	580'000	2'900'000
Routes nationales :						
Participation cantonale à la construction de l'A16	6'500'000	6'200'000	4'750'000	3'750'000	1'500'000	22'700'000
Centre d'entretien A16 :						
Véhicules	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
Service des constructions :						
Rénov., transf. et constr. de bâtiments	9'470'000	9'475'000	14'495'000	6'115'000	6'785'000	46'340'000
Service des transports et de l'énergie :	1'742'300	1'144'800	1'989'800	2'850'000	755'000	8'481'900
<i>Subventions aux communes pour les infrastructures de transports publics</i>	120'000	30'000	250'000	1'000'000	-	1'400'000
<i>Subventions pour les projets CJ</i>	878'000	530'500	530'500	530'500	530'500	3'000'000
<i>Participation à la liaison ferroviaire Delémont-Belfort</i>	275'000	375'000	1'000'000	1'100'000	-	2'750'000
<i>Subventions d'infrastructures CFF</i>	260'000	-	-	-	-	-
<i>Remboursements de prêts des CJ</i>	-390'700	-390'700	-390'700	-380'500	-375'500	-1'928'100
<i>Subventions pour le secteur énergie</i>	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
Service de l'informatique :						
Matériel et applications	3'100'000	3'300'000	3'250'000	3'250'000	3'100'000	16'000'000
Total DEE	36'563'900	35'121'300	39'210'400	29'759'500	25'200'500	165'855'600

Par rubrique budgétaire

5010 Routes, voies de communication	16'560'000	16'700'000	15'215'000	13'003'000	9'495'000	70'973'000
5020 Acquisitions de terrains, aménagements d'étangs et d'échelles à poissons	3'115'000	265'000	265'000	265'000	265'000	4'175'000
5040 Construction et transformation de bâtiments	11'770'000	10'375'000	14'495'000	6'115'000	6'785'000	49'540'000
5060 Mobilier, équipements, véhicules, informatique	4'300'000	4'500'000	4'640'000	4'480'000	4'430'000	22'350'000
5620 Subventions aux communes et syndicats intercommunaux	4'030'000	3'890'000	4'110'000	4'860'000	4'060'000	20'950'000
5640 Subventions aux entreprises publiques (CFF et CJ)	1'138'000	530'500	530'500	530'500	530'500	3'260'000
5670 Subventions aux ménages	1'060'000	1'060'000	1'060'000	1'060'000	1'060'000	5'300'000
5680 Subventions à l'étranger	315'000	415'000	1'040'000	1'140'000	40'000	2'950'000
5720 Subventions fédérales redistribuées	2'754'000	2'754'000	2'754'000	2'754'000	2'754'000	13'770'000
Total des dépenses	45'042'000	40'489'500	44'109'500	34'207'500	29'419'500	193'268'000

6300 Subventions fédérales	-3'343'400	-1'593'500	-1'565'400	-1'313'500	-1'089'500	-8'905'300
6320 Participations communales	-1'190'000	-230'000	-189'000	-	-	-1'609'000
6340 Participation de la SJE à FormaTTec	-800'000	-400'000	-	-	-	-1'200'000
6440 Remboursements de prêts des CJ	-390'700	-390'700	-390'700	-380'500	-375'500	-1'928'100
6700 Subventions fédérales à redistribuer	-2'754'000	-2'754'000	-2'754'000	-2'754'000	-2'754'000	-13'770'000
Total des recettes	-8'478'100	-5'368'200	-4'899'100	-4'448'000	-4'219'000	-27'412'400

INVESTISSEMENTS DEE	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
	Dépenses	45'042'000	40'489'500	44'109'500	34'207'500	29'419'500	193'268'000
	Recettes	-8'478'100	-5'368'200	-4'899'100	-4'448'000	-4'219'000	-27'412'400
	Nets	36'563'900	35'121'300	39'210'400	29'759'500	25'200'500	165'855'600
400 SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Dépenses	60'000	60'000	60'000	60'000	60'000	300'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	60'000	60'000	60'000	60'000	60'000	300'000
Réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens	Nets	60'000	60'000	60'000	60'000	60'000	300'000
Subventions	5670.00	60'000	60'000	60'000	60'000	60'000	300'000
410 OFFICE DE L'ENVIRONNEMENT	Dépenses	9'189'000	6'289'000	6'449'000	6'319'000	6'619'000	34'865'000
	Recettes	-4'987'400	-2'897'500	-2'897'400	-2'897'500	-2'897'500	-16'577'300
	Nets	4'201'600	3'391'500	3'551'600	3'421'500	3'721'500	18'287'700
Acquisitions de terrains, aménagement d'étangs et autres mesures	Nets	881'600	121'500	121'600	121'500	121'500	1'367'700
Acquisitions de terrains pour l'aménagement des cours d'eau	5020.00	30'000	30'000	30'000	30'000	30'000	150'000
Subventions fédérales	6300.00	-17'200	-17'300	-17'200	-17'300	-17'300	-86'300
Régénération des hauts et bas marais d'importance nationale	5020.00	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
Subventions fédérales	6300.00	-60'000	-60'000	-60'000	-60'000	-60'000	-300'000
Régénération des sites de batraciens d'importance nationale	5020.00	100'000	50'000	50'000	50'000	50'000	300'000
Subventions fédérales	6300.00	-60'000	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-180'000
Régénération de pâturages secs	5020.00	15'000	15'000	15'000	15'000	15'000	75'000
Subventions fédérales	6300.00	-4'200	-4'200	-4'200	-4'200	-4'200	-21'000
Mesures en faveur de la conservation d'espèces prioritaires	5020.00	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
Subventions fédérales	6300.00	-12'000	-12'000	-12'000	-12'000	-12'000	-60'000
Reconstitution de biotopes pour la faune aquatique	5020.00	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
Subventions fédérales	6300.00	-20'000	-20'000	-20'000	-20'000	-20'000	-100'000
Plan de soutien (mesure 11b; protection contre les crues)	5020.00	2'800'000					2'800'000
Subventions fédérales	6300.00	-1'120'000					-1'120'000
Contributions des communes	6320.00	-940'000					-940'000
Matériel, mobilier, véhicules	5060.00	0	0	160'000	30'000	130'000	320'000
Remplacement des véhicules de service et de garde faune	5060.00			30'000	30'000	30'000	90'000
Equipement de la Birse et du Doubs pour le contrôle de l'eau	5060.00			130'000			130'000
Adaptation de la station de mesure Air	5060.00					100'000	100'000
Subventions aux communes	Nets	3'320'000	3'270'000	3'270'000	3'270'000	3'470'000	16'600'000
Infrastructures en forêts protectrices	5620.00	70'000	70'000	70'000	70'000	70'000	350'000
Desserte forestière et agro-forestière (réfection de chemins de base, catastrophes naturelles, forêts privées)	5620.00	130'000	130'000	130'000	130'000	130'000	650'000
Dégâts aux forêts, mesures de prévention et réparation	5620.00	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
Quai de chargement	5620.00					200'000	200'000
Alimentation en eau potable	5620.00	1'100'000	1'100'000	1'100'000	1'100'000	1'100'000	5'500'000
Epuration des eaux usées	5620.00	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	5'000'000
Revitalisation selon LACE	5620.00	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
Ouvrages de protection selon LACE	5620.00	400'000	400'000	400'000	400'000	400'000	2'000'000
Ouvrages de protection selon LFO	5620.00	150'000	150'000	150'000	150'000	150'000	750'000
Soins aux forêts protectrices selon LFO	5620.00	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
Plan de soutien (mesure 11b; protection contre les crues)	5620.00	50'000					50'000
Subventions fédérales redistribuées	5720.00	2'754'000	2'754'000	2'754'000	2'754'000	2'754'000	13'770'000
Subventions fédérales à redistribuer	6700.00	-2'754'000	-2'754'000	-2'754'000	-2'754'000	-2'754'000	-13'770'000

INVESTISSEMENTS DEE	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
411 FORÊTS DOMANIALES	Dépenses	0	0	130'000	50'000	50'000	230'000
	Recettes	0	0	0	-20'000	-20'000	-40'000
	Nets	0	0	130'000	30'000	30'000	190'000
Chemins		0	0	100'000	30'000	30'000	160'000
Participation des forêts domaniales au SAF Courtételle pour la réfection de la desserte	5010.00			100'000			100'000
Construction de deux nouveaux chemins pour l'exploitation forestière (production-protection)	5010.00				50'000	50'000	100'000
Subventions fédérales RPT - desserte	6300.00				-20'000	-20'000	-40'000
Matériel, mobilier, véhicules		0	0	30'000	0	0	30'000
Remplacement du véhicule du garde forestier FOD	5060.00			30'000			30'000
420 PONTS ET CHAUSSEES		11'290'000	11'730'000	11'595'000	10'433'000	9'175'000	54'223'000
Dépenses		11'290'000	11'730'000	11'595'000	10'433'000	9'175'000	54'223'000
Recettes		-400'000	-780'000	-1'211'000	-750'000	-526'000	-3'667'000
Nets		10'890'000	10'950'000	10'384'000	9'683'000	8'649'000	50'556'000
Aménagements routiers		5'990'000	7'170'000	6'329'000	4'833'000	4'484'000	28'806'000
Aménagements de la H18		4'850'000	4'350'000	3'600'000	1'550'000	1'450'000	15'800'000
Dépenses		4'850'000	4'350'000	3'600'000	1'550'000	1'450'000	15'800'000
Recettes		-200'000	-100'000	-100'000	0	0	-400'000
Nets		4'650'000	4'250'000	3'500'000	1'550'000	1'450'000	15'400'000
-) Muriaux- Les Emibois-Le Noirmont	5010.00	2'500'000	1'500'000	900'000	100'000		5'000'000
-) Traversée du Noirmont	5010.00	1'700'000	2'200'000	2'350'000	100'000		6'350'000
Participation communale	6320.00	-200'000	-100'000	-100'000			-400'000
-) Tunnel de la Roche	5010.00					400'000	400'000
-) Le Noirmont - Le Boéchet	5010.00			300'000	1'300'000	1'000'000	2'600'000
-) Etudes	5010.00	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
-) Etudes Delémont - Bâle	5010.00	600'000	600'000				1'200'000
Itinéraires cyclables (sans les projets d'agglomération de Delémont)		245'000	285'000	277'000	688'000	600'000	2'095'000
Dépenses		245'000	285'000	277'000	688'000	600'000	2'095'000
Recettes		0	0	0	0	0	0
Nets		245'000	285'000	277'000	688'000	600'000	2'095'000
-) Porrentruy - Courgenay	5010.00			50'000			50'000
-) Courtedoux - Chevenez	5010.00			227'000	228'000		455'000
-) Porrentruy - Courchavon	5010.00	245'000	245'000				490'000
-) Le Boéchet - Les Bois	5010.00				180'000	320'000	500'000
-) Le Bémont - Le Pré Petit Jean	5010.00				280'000	280'000	560'000
-) Bassecourt - Sortie Ouest	5010.00		40'000				40'000
Aménagements des routes cantonales (Total des 3 districts)		1'165'000	3'185'000	3'533'000	3'215'000	2'830'000	13'928'000
Dépenses		1'165'000	3'185'000	3'533'000	3'215'000	2'830'000	13'928'000
Recettes		-70'000	-550'000	-981'000	-620'000	-396'000	-2'617'000
Nets		1'095'000	2'635'000	2'552'000	2'595'000	2'434'000	11'311'000
Aménagements des routes cantonales en Ajoie		940'000	1'985'000	1'923'000	1'850'000	900'000	7'598'000
Dépenses		940'000	1'985'000	1'923'000	1'850'000	900'000	7'598'000
Recettes		-50'000	-130'000	-389'000	-300'000	0	-869'000
Nets		890'000	1'855'000	1'534'000	1'550'000	900'000	6'729'000
-) Traversée de Fontenais	5010.00	500'000	1'000'000	773'000			2'273'000
Participation communale	6320.00	-50'000	-130'000	-89'000			-269'000
-) Chevenez : Colonges	5010.00		400'000	400'000			800'000
-) Porrentruy, rues Trouillat, Gravier, Merguin	5010.00				500'000	500'000	1'000'000
-) Porrentruy-Alle, OPAM	5010.00				600'000	400'000	1'000'000
-) St-Ursanne, réfection du pont Saint-Jean	5010.00			750'000	750'000		1'500'000
Subvention fédérale	6300.00			-300'000	-300'000		-600'000
-) Traversée de Bure	5010.00	440'000	410'000				850'000
-) Cornol, carrefour des Quoires	5010.00		100'000				100'000
-) Cornol, mise à ciel ouvert de la Cornoline	5010.00		75'000				75'000
Projet d'agglomération de Delémont		25'000	1'000'000	1'410'000	765'000	1'030'000	4'230'000
Dépenses		25'000	1'000'000	1'410'000	765'000	1'030'000	4'230'000
Recettes		0	-400'000	-572'000	-300'000	-376'000	-1'648'000
Nets		25'000	600'000	838'000	465'000	654'000	2'582'000
Objets A (Cycles)		25'000	0	238'000	0	374'000	637'000
Dépenses		25'000	0	238'000	0	374'000	637'000
Recettes		0	0	0	0	0	0
Nets		25'000	0	238'000	0	374'000	637'000
-) PCH PSIC Delémont Nord-Est	5010.00	25'000					25'000
-) Itinéraire Delémont - Soyhières sur la rive droite de la Birse	5010.00					630'000	630'000
Subvention ARE	6300.00					-256'000	-256'000
-) Itinéraire Courrendlin - Châtillon	5010.00			410'000			410'000
Subvention ARE	6300.00			-172'000			-172'000

INVESTISSEMENTS DEE	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
Objets A (Routes cantonales)	Nets	0	600'000	600'000	465'000	180'000	1'845'000
-) Entrée Est de Delémont - Courroux, sécurisation	5010.00					300'000	300'000
Subvention ARE	6300.00					-120'000	-120'000
-) Courroux, route cantonale	5010.00		1'000'000	1'000'000	765'000		2'765'000
Subvention ARE	6300.00		-400'000	-400'000	-300'000		-1'100'000
Objets B	Nets	0	0	0	0	100'000	100'000
-) Route d'accès à la Communance	5010.00					100'000	100'000
Aménagements des routes cantonales dans le district des F.-M.	Dépenses	0	0	0	400'000	700'000	1'100'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	0	0	0	400'000	700'000	1'100'000
-) Saignelégier - Tramelan, la Gruère, construction d'une nouvelle route, études	5010.00					200'000	200'000
-) Les Breuleux, Cerneux-Veusil	5010.00				400'000	500'000	900'000
Aménagements des routes cantonales toutes régions	Dépenses	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
	Recettes	-20'000	-20'000	-20'000	-20'000	-20'000	-100'000
	Nets	180'000	180'000	180'000	180'000	180'000	900'000
-) Mesures écologiques (batraciens, etc.)	5010.00	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
Subvention fédérale	6300.00	-20'000	-20'000	-20'000	-20'000	-20'000	-100'000
-) Acquisitions de terrains, études	5010.00	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
-) Etudes PGEE et OPAM	5010.00	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
Maintenance routière	Dépenses	3'650'000	2'530'000	2'805'000	3'600'000	2'915'000	15'500'000
	Recettes	-100'000	-100'000	-100'000	-100'000	-100'000	-500'000
	Nets	3'550'000	2'430'000	2'705'000	3'500'000	2'815'000	15'000'000
Delémont, giratoire Righi	5010.01	150'000					150'000
Choindez, mur le long de la Birse	5010.01	1'200'000					1'200'000
Courrendlin - Choindez, trottoirs	5010.01		800'000				800'000
Courtételle - Courtemelon, reprofilage	5010.01		280'000				280'000
Vellerat, glissement de terrain	5010.01		100'000				100'000
Soulce	5010.01	50'000					50'000
Develier-Dessus, affaissement	5010.01	400'000					400'000
Ederswiler, RC 1532, PR 25-49	5010.01				100'000		100'000
Undervelier, PR 150-175	5010.01			85'000			85'000
Courrendlin-Vicques	5010.01				400'000	400'000	800'000
Rebeuvelier, entrée Ouest	5010.01			200'000			200'000
Fregécourt, réfection surface	5010.01					200'000	200'000
Alle, secteur Raiffeisen - Centre Ajoie	5010.01		50'000	300'000			350'000
Buix, centre PR 4300 - 4350	5010.01			100'000	400'000		500'000
Vendlincourt, RC 247 y compris giratoire	5010.01				500'000		500'000
Courtedoux, secteur pavés	5010.01				100'000		100'000
Porrentruy, Gambrinus - St-Germain	5010.01			120'000			120'000
Lugnez - Beurnevésin	5010.01			250'000			250'000
Lugnez - Montignez, PR 1325-1525	5010.01				500'000		500'000
Porrentruy, giratoire Gare + Shell	5010.01	550'000					550'000
Miécourt, sortie côté Charmoille	5010.01			150'000			150'000
La Baroche, secteur Miserez PR 900-925	5010.01			100'000			100'000
Beurnevésin, PR 800-850	5010.01			100'000			100'000
Réclère, PR 0-199	5010.01					50'000	50'000
Soubey - Les Enfers, poutres de rives	5010.01	300'000					300'000
Soubey - Les Enfers	5010.01		100'000	400'000	400'000	265'000	1'165'000
Saignelégier - Goumois PR 975-1020, 1300-1325	5010.01		200'000				200'000
Les Breuleux-Peuchapatte PR 0-275	5010.01				200'000	200'000	400'000
Le Cernil, RC 1583	5010.01					400'000	400'000
Montmelon - Sceut	5010.01					400'000	400'000
Maintenance du réseau routier en général	5010.01	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
Réparation de murs	5010.01	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
Réparation de ponts	5010.01	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
Dangers naturels	5010.01	500'000	500'000	500'000	500'000	500'000	2'500'000
Subventions fédérales	6300.00	-100'000	-100'000	-100'000	-100'000	-100'000	-500'000
Assainissement du bruit routier	5010.03	150'000	150'000	150'000	150'000	150'000	750'000
	6300.00	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	-150'000
	Nets	120'000	120'000	120'000	120'000	120'000	600'000
Routes tiers bénéficiaires	5620.01	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
	Recettes						0
	Nets	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000

INVESTISSEMENTS DEE	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
Machines, équipements, véhicules	Nets	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
Remplacements	5060.00	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
Subventions aux communes pour l'aménagement de routes	Nets	580'000	580'000	580'000	580'000	580'000	2'900'000
Subventions versées aux communes	5620.00	540'000	540'000	540'000	540'000	540'000	2'700'000
Subventions Lucelle Kloesterli	5680.00	40'000	40'000	40'000	40'000	40'000	200'000
421 ROUTES NATIONALES	Dépenses	6'500'000	6'200'000	4'750'000	3'750'000	1'500'000	22'700'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	6'500'000	6'200'000	4'750'000	3'750'000	1'500'000	22'700'000
Participation cantonale à la construction de l'A16 (participation fédérale de 95%)	5010.00	6'500'000	6'200'000	4'750'000	3'750'000	1'500'000	22'700'000
422 CENTRE D'ENTRETIEN A 16	Dépenses	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
	Recettes						0
	Nets	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
Equipements, véhicules	5060.00	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
430 SERVICE DES CONSTRUCTIONS	Dépenses	11'770'000	10'375'000	14'495'000	6'115'000	6'785'000	49'540'000
	Recettes	-2'300'000	-900'000	0	0	0	-3'200'000
	Nets	9'470'000	9'475'000	14'495'000	6'115'000	6'785'000	46'340'000
Travaux pour immeubles utilisés par plusieurs DPT	Dépenses	190'000	190'000	190'000	190'000	420'000	1'180'000
	Recettes						0
	Nets	190'000	190'000	190'000	190'000	420'000	1'180'000
Morépont 2		0	0	0	0	130'000	130'000
Réfection de la toiture	5040.00					130'000	130'000
Dispositifs de sécurité		50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
Mise en place de dispositifs de sécurité dans les bâtiments de RCJU	5040.00	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	250'000
Câblage informatique		20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
Renouvellement et extension du réseau en liaison avec les projets SDI	5040.00	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
La Bruntrutaine		0	0	0	0	100'000	100'000
Études pour archives	5040.00					100'000	100'000
Divers et imprévus		120'000	120'000	120'000	120'000	120'000	600'000
Entretien lourd et mesures d'économies d'énergie, travaux urgents non connus à ce jour	5040.00	120'000	120'000	120'000	120'000	120'000	600'000
Travaux pour immeubles utilisés par DSA	Dépenses	0	0	0	420'000	0	420'000
	Recettes						0
	Nets	0	0	0	420'000	0	420'000
Résidence les Cerisiers		0	0	0	70'000	0	70'000
Remplacement du central T+T et divers	5040.00				70'000		70'000
Pavillon de gérontopsychiatrie		0	0	0	350'000	0	350'000
Réfection d'un couloir de liaison	5040.00				350'000		350'000
Travaux pour immeubles utilisés par DEC	Dépenses	4'620'000	1'500'000	100'000	205'000	415'000	6'840'000
	Recettes	-1'500'000	-500'000	0	0	0	-2'000'000
	Nets	3'120'000	1'000'000	100'000	205'000	415'000	4'840'000
Courtemelon (FRI)		120'000	0	100'000	205'000	415'000	840'000
Aménagements extérieurs	5040.00				50'000	200'000	250'000
Modernisation de l'ascenseur du bâtiment principal	5040.00			70'000			70'000
Remplacement des fenêtres du bâtiment principal	5040.00				75'000	75'000	150'000

INVESTISSEMENTS DEE		PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
Remplacement des fenêtres du bâtiment utilisé par ECR (villa)	Rubr. budgétaire 5040.00			30'000	30'000	30'000	90'000
Remplacement des fenêtres de l'école ménagère	5040.00				50'000	50'000	100'000
Hangar à machines	5040.00	120'000					120'000
Remplacement de la serre plastique	5040.00					60'000	60'000
EFEJ +		3'000'000	1'000'000	0	0	0	4'000'000
Achat et transformation	5040.00	4'500'000	1'500'000				6'000'000
Participation AC	6300.00	-1'500'000	-500'000				-2'000'000
Travaux pour immeubles utilisés par DEE	Dépenses	450'000	0	105'000	300'000	1'780'000	2'635'000
	Recettes						0
	Nets	450'000	0	105'000	300'000	1'780'000	2'635'000
Centre d'entretien des Prés Roses (PCH)		0	0	0	300'000	1'700'000	2'000'000
Construction d'un garage dépôt pour les routes cantonales	5040.00				300'000	1'700'000	2'000'000
Dépôts PCH de Glovelier		450'000	0	0	0	0	450'000
Silos à sel et hangars FOR	5040.00	450'000					450'000
Dépôts PCH à Saignelégier		0	0	30'000	0	0	30'000
Remplacement de la chaudière	5040.00			30'000			30'000
Champs Fallats (EPN-FOR)		0	0	75'000	0	0	75'000
Remplacement de la chaudière à bois	5040.00			75'000			75'000
Forêts domaniales		0	0	0	0	80'000	80'000
Régularisation (valorisation-élimination) de 4 anciens bâtiments des forêts domaniales	5040.00					80'000	80'000
Travaux pour immeubles utilisés par DFCS	Dépenses	6'235'000	8'685'000	14'055'000	4'500'000	3'670'000	37'145'000
	Recettes	-800'000	-400'000	0	0	0	-1'200'000
	Nets	5'435'000	8'285'000	14'055'000	4'500'000	3'670'000	35'945'000
Centre professionnel de Delémont		150'000	0	0	30'000	60'000	240'000
Mise en place d'une desserte à salades	5040.00				30'000		30'000
Remplacement de la laverie du restaurant scolaire	5040.00					60'000	60'000
Réfection de la place extérieure "bleue"	5040.00	150'000					150'000
Ecole de culture générale		0	0	30'000	0	0	30'000
Remplacement des fenêtres - dernière étape	5040.00			30'000			30'000
DIVSSA - DIVCOM		1'850'000	7'000'000	12'050'000	2'550'000	3'150'000	26'600'000
CARTO23 - Transformation, assainissement et construction d'un nouveau centre scolaire à la rue de l'Avenir à Delémont	5040.00	1'250'000	7'000'000	12'000'000	1'850'000	2'900'000	25'000'000
CARTO23 - Construction d'un pavillon durable sur le Site des Capucins à Delémont	5040.00	600'000					600'000
CARTO23 - Transformation du Banné 23 à Porrentruy	5040.00			50'000	700'000	250'000	1'000'000
Hôtel de Gléresse (bibliothèque cantonale)		100'000	0	0	0	0	100'000
Remplacement des fenêtres	5040.00	100'000					100'000
Serres du jardin botanique		0	0	0	0	200'000	200'000
Remplacement des couvertures en polycarbonate par des vitrages	5040.00					200'000	200'000
Lycée cantonal		0	0	150'000	270'000	60'000	480'000
Réfection de la salle D7	5040.00				170'000		170'000
Remplacement des fenêtres du bâtiment Nord	5040.00			150'000			150'000

INVESTISSEMENTS DEE	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
Construction de nouveaux locaux et de nouvelles installations sanitaires douches-WC-vestiaires et de dépôts pour les locaux espaces d'enseignement et de fitness situés en sous-sol des salles du Banné	5040.00				100'000		100'000
Réfection de la place de jeu des salles du Banné	5040.00					60'000	60'000
HEP-BEJUNE, COSP, OCS		70'000	0	0	0	0	70'000
Remplacement de la régularisation du chauffage	5040.00	70'000					70'000
Centre professionnel de Porrentruy		3'265'000	1'285'000	1'675'000	1'550'000	150'000	7'925'000
Remplacement CVSE et assainissement de l'enveloppe du bâtiment B	5040.00			1'500'000	1'500'000		3'000'000
Remplacement du matériel de détection incendie des bâtiments A et B	5040.00			125'000			125'000
Remplacement du réseau informatique	5040.00	65'000	35'000	50'000	50'000	50'000	250'000
Extension et réaménagement du restaurant scolaire	5040.00					100'000	100'000
Extension (FormatTec)	5040.00	4'000'000	1'650'000				5'650'000
Participation SJE	6340.00	-800'000	-400'000				-1'200'000
Centre sportif des Tilleuls (Porrentruy)		0	0	150'000	100'000	50'000	300'000
Réfection du sol du bassin tampon	5040.00			50'000			50'000
Réfection de la toiture supérieure (salle de sport)	5040.00				100'000		100'000
Remplacement de l'adoucisseur d'eau	5040.00					50'000	50'000
Mise en place d'une ventilation mécanique	5040.00			100'000			100'000
Travaux pour immeubles utilisés par DFJP	Dépenses	275'000	0	45'000	500'000	500'000	1'320'000
	Recettes						0
	Nets	275'000	0	45'000	500'000	500'000	1'320'000
Prés Roses (POC)		0	0	45'000	0	0	45'000
Réaménagement du CET	5040.00			45'000			45'000
Rue de la Justice 2 (CTR et RFC)		250'000	0	0	0	0	250'000
Réfection intérieure et redéploiement de CTR et RFC	5040.00	200'000					200'000
Remplacement du gaz d'extinction	5040.00	50'000					50'000
Château de Porrentruy (Justice et prisons)		25'000	0	0	500'000	500'000	1'025'000
Remplacement des fenêtres de la Tour du Coq	5040.00	25'000					25'000
Rénovation générale de l'enveloppe et des alentours	5040.00				500'000	500'000	1'000'000
440 SERVICE DES TRANSPORTS ET DE L'ENERGIE	Dépenses	2'533'000	1'935'500	2'780'500	3'630'500	1'530'500	12'410'000
	Recettes	-790'700	-790'700	-790'700	-780'500	-775'500	-3'928'100
	Nets	1'742'300	1'144'800	1'989'800	2'850'000	755'000	8'481'900
Subventions aux communes pour des infrastructures de transports publics	Nets	120'000	30'000	250'000	1'000'000	0	1'400'000
Subvention à Delémont pour une station vélo (projet d'agglomération)	5620.00	100'000					100'000
Subvention à Delémont pour l'aménagement de la gare routière (projet d'agglomération)	5620.00	20'000	30'000	250'000	1'000'000		1'300'000
Subventions pour les projets CJ	Nets	878'000	530'500	530'500	530'500	530'500	3'000'000
Part cantonale au crédit-cadre Confédération - CJ - Cantons	5640.00	878'000	530'500	530'500	530'500	530'500	3'000'000
Participation à la liaison ferroviaire Delémont - Belfort		275'000	375'000	1'000'000	1'100'000	0	2'750'000
Réouverture du tronçon Delle-Belfort	5680.00	275'000	375'000	1'000'000	1'100'000		2'750'000

INVESTISSEMENTS DEE	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
Subventions d'infrastructures CFF	Nets	260'000	0	0	0	0	260'000
Equipement en traverses trois rails, ligne Delémont Glovelier	5640.01	260'000					260'000
Prêts pour les améliorations techniques des CJ		-390'700	-390'700	-390'700	-380'500	-375'500	-1'928'100
Remboursements de prêts des CJ	6440.00	-390'700	-390'700	-390'700	-380'500	-375'500	-1'928'100
Promotion des investissements du domaine de l'énergie	Nets	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000	3'000'000
Subventions accordées	5670.00	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	5'000'000
Subventions fédérales	6300.00	-400'000	-400'000	-400'000	-400'000	-400'000	-2'000'000
770 SERVICE DE L'INFORMATIQUE	Dépenses	3'100'000	3'300'000	3'250'000	3'250'000	3'100'000	16'000'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	3'100'000	3'300'000	3'250'000	3'250'000	3'100'000	16'000'000
Cyberadministration	Net	290'000	225'000	450'000	475'000	300'000	1'740'000
Guichet virtuel, consolidation de l'architecture et de la solution d'authentification	5060.00	100'000	50'000			50'000	200'000
Guichet virtuel, mise en ligne de nouvelles prestations de l'Etat	5060.00	100'000	50'000	50'000	50'000	50'000	300'000
Registre centralisé	Net	40'000	75'000	150'000	75'000	0	340'000
-) création du registre des électeurs	5060.00		75'000	75'000			150'000
-) création du registre des entreprises	5060.00			75'000	75'000		150'000
-) adaptation du registre des habitants (GERES)	5060.00	40'000					40'000
Informatisation des processus dans un outil de workflow	5060.00	50'000	50'000	50'000	50'000		200'000
Généralisation de la gestion électronique des documents (administration sans papier)	Net	0	0	200'000	300'000	200'000	700'000
-) mise en place de la solution centralisée	5060.00			200'000	100'000		300'000
-) déploiement dans les services de l'administration sans papier	5060.00				200'000	200'000	400'000
Captif	Net	415'000	200'000	325'000	390'000	470'000	1'800'000
Adaptations TAO, y.c. automate	5060.00	70'000	50'000	70'000	65'000	45'000	300'000
Reprise des informations NCS (JU-VS 35 %)	5060.00	50'000	30'000				80'000
Adaptation référencement	5060.00	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
Prestations en capital	5060.00	50'000					50'000
Juratax	5060.00	35'000	35'000	35'000	35'000	35'000	175'000
Juratax online	5060.00	50'000	20'000	50'000	50'000	100'000	270'000
Scannage DI - Donneley	5060.00	50'000					50'000
Gestion délais PM	5060.00			30'000			30'000
Débiteurs fin analyse et mise en production (arrêt du Host IBM)	5060.00	50'000					50'000
Meldewesen	5060.00	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
Partages intercommunaux en TAO	5060.00			50'000	50'000		100'000
TAO sans papier	5060.00	20'000	25'000	50'000	50'000	50'000	195'000
Gain immobilier	5060.00				50'000	100'000	150'000
Valeurs officielles	5060.00				50'000	100'000	150'000
Business Intelligence	Net	0	0	0	50'000	50'000	100'000
Introduction de l'intelligence d'entreprise (Business Intelligence) de l'Etat afin d'optimiser la gestion	5060.00				50'000	50'000	100'000
Modernisation de l'administration	Net	700'000	700'000	760'000	875'000	980'000	4'015'000
Mise en place d'un outil collaboratif	506.00	100'000	100'000	50'000	25'000	30'000	305'000
Mise en place d'un outil ERP (Entreprise Ressource Planning)	Net	200'000	200'000	0	400'000	400'000	1'200'000
-) acquisition du logiciel (module de base)	5060.00	200'000	200'000				400'000
-) acquisition des modules complémentaires	5060.00				400'000	200'000	600'000
-) déploiement dans les services	5060.00					200'000	200'000

INVESTISSEMENTS DEE	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
Informatisation de la direction et de la gestion par objectifs des services, solution MPM	5060.00	50'000	50'000	50'000			150'000
Nouveaux développements métiers	Net	100'000	100'000	150'000	250'000	250'000	850'000
-) nouvelle application de gestion des scrutins - déploiement progressif dans les communes	5060.00			50'000	50'000	50'000	150'000
-) nouveaux projets du schéma directeur des systèmes d'information	5060.00	100'000	100'000	100'000	200'000	200'000	700'000
Consolidation de l'application AVEDRIS de gestion de l'OVJ	Net			260'000			260'000
Mise à niveau - redéveloppement d'applications métiers	Net	150'000	150'000	150'000	100'000	200'000	750'000
-) redéveloppement des logiciels réalisé en Windev	5060.00	100'000	50'000	50'000			200'000
-) adaptation des solutions métiers réalisée en Access	5060.00		50'000				50'000
-) nouveaux projets du schéma directeur des systèmes d'information	5060.00	50'000	50'000	100'000	100'000	200'000	500'000
Câblage fibre optique	Net	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
Maintien du service requis	Net	1'695'000	2'175'000	1'715'000	1'460'000	1'300'000	8'345'000
Evolution et consolidation de l'environnement Microsoft (passage de Novell à Microsoft, projet Horizon)	5060.00	75'000	50'000	50'000			175'000
Consolidation de l'architecture SOA (architecture orientée service)	5060.00	25'000	25'000				50'000
Mise à jour logicielle (outils transversaux, Metastorm, Stellent, CMDB, ...)	5060.00	25'000	30'000	30'000	30'000	40'000	155'000
Base de données	Net	100'000	70'000	40'000	70'000	20'000	300'000
-) Oracle	5060.00	20'000	50'000	20'000	20'000	20'000	130'000
-) Microsoft SQL Server	5060.00	80'000	20'000	20'000	50'000		170'000
Serveur et systèmes d'exploitation	5060.00	35'000	35'000	35'000	35'000	30'000	170'000
Consolidation SAN	Net	170'000	170'000	170'000	250'000	250'000	1'010'000
-) consolidation SAN -ESX	5060.00	70'000	70'000	70'000	150'000	150'000	510'000
-) évolution de la capacité de stockage	5060.00	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	500'000
Consolidation et évolution des systèmes de sauvegarde et d'archivage	5060.00	75'000	75'000	300'000	350'000	400'000	1'200'000
Réseau	Net	240'000	490'000	130'000	80'000	80'000	1'020'000
-) remplacement courant des appareils de communications (téléphones, fax)	5060.00	40'000	40'000	40'000	40'000	40'000	200'000
-) migration Nortel vers Cisco (Data)	5060.00	200'000	250'000	40'000	40'000	40'000	570'000
-) migration Nortel vers Cisco (Voice)	5060.00		200'000	50'000			250'000
Postes de travail	Net	800'000	1'000'000	800'000	400'000	300'000	3'300'000
-) passage à Office 2010	5060.00	400'000	400'000				800'000
-) passage à Windows 7	5060.00		200'000	200'000			400'000
-) virtualisation du poste de travail	5060.00			300'000	100'000		400'000
-) acquisition et renouvellement	5060.00	400'000	400'000	300'000	300'000	300'000	1'700'000
Gestion de l'identifiant (ILM - Beehold - self service)	5060.00		80'000	60'000	45'000		185'000
Sécurité, technique et plan de continuité d'activité	Net	100'000	100'000	100'000	100'000	180'000	580'000
Gouvernance des SI	Net	50'000	50'000		100'000		200'000
-) processus Itil	5060.00	50'000	50'000		100'000		200'000

Récapitulation des investissements nets
Département de la Formation, de la Culture et des Sports (DFCS)

Par service	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Service de l'enseignement Subventions aux communes pour les constructions scolaires	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
Service de la formation des niveaux secondaires II et tertiaires	620'000	720'000	1'520'000	1'520'000	1'520'000	5'900'000
<i>Prêts d'études</i>	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
<i>Campus HE</i>	-	500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	5'000'000
<i>Subventions pour l'EJCM</i>	600'000	200'000	-	-	-	800'000
Office cantonal de la culture :	650'000	750'000	5'350'000	7'800'000	9'020'000	23'570'000
<i>Centre régional d'expression artistique</i>	250'000	250'000	3'000'000	4'000'000	4'500'000	12'000'000
<i>Gestion, conservation et mise en valeur des traces de dinosaures en Ajoie et mise en place d'un centre de gestion des collections</i>	100'000	200'000	2'000'000	3'500'000	4'200'000	10'000'000
<i>Mobilier et équipements</i>	-	-	50'000	-	20'000	70'000
<i>Subventions pour rénovations et fouilles archéologiques</i>	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
Bibliothèque cantonale Mobilier et équipements	-	-	-	45'000	-	45'000
Office cantonal des sports :						
Subv. pour les install. sportives régionales	580'000	305'000	125'000	1'775'000	1'875'000	4'660'000
Ecoles cantonales jurassiennes : renouvellement du mobilier et des équipements	910'000	690'000	940'000	1'050'000	1'265'000	4'855'000
<i>Division lycéenne</i>	40'000	40'000	70'000	70'000	80'000	300'000
<i>Division technique</i>	400'000	400'000	530'000	600'000	770'000	2'700'000
<i>Division artisanale</i>	60'000	70'000	100'000	120'000	155'000	505'000
<i>Division commerciale</i>	120'000	120'000	180'000	190'000	190'000	800'000
<i>Division santé-social-arts</i>	290'000	60'000	60'000	70'000	70'000	550'000
Total DFCS	3'560'000	3'265'000	8'735'000	12'990'000	14'480'000	43'030'000

Par rubrique budgétaire

5040 Construction d'infrastructures immobilières	350'000	450'000	-	-	-	800'000
5060 Mobilier, équipements, véhicules	910'000	690'000	990'000	1'095'000	1'285'000	4'970'000
5470 Prêts d'études	900'000	900'000	900'000	900'000	900'000	4'500'000
Participation à une société						
5550 immobilière pour la construction d'un campus HE	-	500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	5'000'000
5560 Participations à des organisations à but non-lucratif	-	-	5'000'000	7'500'000	8'700'000	21'200'000
5620 Subventions aux communes	1'680'000	1'405'000	1'225'000	2'875'000	2'975'000	10'160'000
5660 Subventions pour l'EJCM	600'000	200'000	-	-	-	800'000
5720 Subventions fédérales redistribuées	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
Total des dépenses	4'640'000	4'345'000	9'815'000	14'070'000	15'560'000	48'430'000
6470 Remboursement et transformation des prêts d'études	-880'000	-880'000	-880'000	-880'000	-880'000	-4'400'000
6700 Subventions fédérales à redistribuer	-200'000	-200'000	-200'000	-200'000	-200'000	-1'000'000
Total des recettes	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-5'400'000

INVESTISSEMENTS DFCS	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
	Dépenses	4'640'000	4'345'000	9'815'000	14'070'000	15'560'000	48'430'000
	Recettes	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-1'080'000	-5'400'000
	Nets	3'560'000	3'265'000	8'735'000	12'990'000	14'480'000	43'030'000
500 SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT	Dépenses	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
Subventions scolaires, halles de gymnastique	Nets	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
Subventions pour constructions scolaires	5620.00	800'000	800'000	800'000	800'000	800'000	4'000'000
510 SERVICE DE LA FORMATION DES NIVEAUX SECONDAIRES II TERTIAIRES	Dépenses	1'500'000	1'600'000	2'400'000	2'400'000	2'400'000	10'300'000
	Recettes	-880'000	-880'000	-880'000	-880'000	-880'000	-4'400'000
	Nets	620'000	720'000	1'520'000	1'520'000	1'520'000	5'900'000
Prêts d'études	Avance RCJU	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
Prêts d'études transformables	5470.00	700'000	700'000	700'000	700'000	700'000	3'500'000
Transformations de prêts d'études	6470.00	-650'000	-650'000	-650'000	-650'000	-650'000	-3'250'000
Prêts d'études remboursables	5470.01	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
Remboursements de prêts d'études	6470.01	-230'000	-230'000	-230'000	-230'000	-230'000	-1'150'000
Participation à une société immobilière pour la construction d'un campus HE	5550.00		500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	5'000'000
Enveloppe prévisionnelle pour travaux à réaliser au sein de l'EJCM	5660.00	600'000	200'000				800'000
520 OFFICE CANTONAL DE LA CULTURE	Dépenses	850'000	950'000	5'550'000	8'000'000	9'220'000	24'570'000
	Recettes	-200'000	-200'000	-200'000	-200'000	-200'000	-1'000'000
	Nets	650'000	750'000	5'350'000	7'800'000	9'020'000	23'570'000
Centre régional d'expression artistique (CREA)	Nets	250'000	250'000	3'000'000	4'000'000	4'500'000	12'000'000
Concours et études	5040.00	250'000	250'000				500'000
Participation aux travaux de construction des infrastructures	5560.00			3'000'000	4'000'000	4'500'000	11'500'000
Gestion, conservation et mise en valeur des traces de dinosaures en Ajoie et mise en place d'un centre de gestion des collections	Nets	100'000	200'000	2'000'000	3'500'000	4'200'000	10'000'000
Poursuite de l'étude sectorielle et concours	5040.01	100'000	200'000				300'000
Participation aux travaux de construction des infrastructures	5560.01			2'000'000	3'500'000	4'200'000	9'700'000
Equipements, mobilier, véhicules	Nets	0	0	50'000	0	20'000	70'000
Acquisition d'un système GPS/GNSS pour la topographie et la réalisation de plans	5060.00			30'000			30'000
Equipement de locaux pour conserver les documents versés aux Archives par les autorités et les unités administratives	5060.00			20'000		20'000	40'000
Subventions pour rénovations et fouilles archéologiques	Nets	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
Subventions cantonales pour rénovations et fouilles archéologiques	5620.00	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	1'500'000
Subventions fédérales pour rénovations redistribuées	5720.00	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
Subventions fédérales pour rénovations à redistribuer	6700.00	-200'000	-200'000	-200'000	-200'000	-200'000	-1'000'000

INVESTISSEMENTS DFCS	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
521 BIBLIOTHEQUE CANTONALE	Dépenses	0	0	0	45'000	0	45'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	0	0	0	45'000	0	45'000
Equipements, mobilier, véhicules		0	0	0	45'000	0	45'000
Aménagement de la salle des catalogues en libre-accès public (étagères, vitrines, etc.)		5060.00			45'000		45'000
530 OFFICE CANTONAL DES SPORTS	Dépenses	580'000	305'000	125'000	1'775'000	1'875'000	4'660'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	580'000	305'000	125'000	1'775'000	1'875'000	4'660'000
Subventions pour les installations sportives régionales		580'000	305'000	125'000	1'775'000	1'875'000	4'660'000
Patinoire régionale de Delémont : couverture de la patinoire - réalisation de nouveaux vestiaires		5620.00	580'000				580'000
Stade de football de Delémont : mise en conformité de la Blancherie selon les prescriptions de la SFL		5620.00		280'000			280'000
Patinoire couverte de Porrentruy : rénovation et amélioration		5620.00			1'600'000	1'600'000	3'200'000
Assainissement de piscine et salle de sport		5620.00		100'000	150'000	250'000	500'000
Centre de Loisirs des Franches-Montagnes : assainissement des infrastructures sportives		5620.00	25'000	25'000	25'000	25'000	100'000
541 DIVISION LYCEENNE	Dépenses	40'000	40'000	70'000	70'000	80'000	300'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	40'000	40'000	70'000	70'000	80'000	300'000
Lycée cantonal		40'000	40'000	70'000	70'000	80'000	300'000
Matériel informatique		5060.00	20'000	20'000	40'000	30'000	150'000
Mobilier		5060.00	10'000	10'000	15'000	25'000	75'000
Matériel chimie-physique-biologie		5060.00	10'000	10'000	15'000	25'000	75'000
542 DIVISION TECHNIQUE	Dépenses	400'000	400'000	530'000	600'000	770'000	2'700'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	400'000	400'000	530'000	600'000	770'000	2'700'000
Ecole professionnelle technique, Ecole des métiers techniques, Ecole supérieure technique		400'000	400'000	530'000	600'000	770'000	2'700'000
Evolution et renouvellement des équipements		5060.00	50'000	50'000	60'000	70'000	350'000
Evolution et renouvellement des équipements de la section automatisation		5060.00	10'000	10'000	20'000	25'000	90'000
Evolution et renouvellement des équipements de la section bureau technique		5060.00	10'000	10'000	10'000	20'000	70'000
Evolution et renouvellement des équipements de la section électronique		5060.00	50'000	50'000	100'000	150'000	450'000
Evolution et renouvellement des équipement de la section d'horlogerie		5060.00	20'000	20'000	30'000	40'000	180'000
Evolution et renouvellement des équipements de la section informatique		5060.00	20'000	20'000	20'000	35'000	130'000
Evolution et renouvellement des équipements de la section micromécanique		5060.00	140'000	140'000	170'000	200'000	850'000
Evolution et renouvellement des équipements de la section laboratoire de chimie		5060.00	30'000	30'000	40'000	30'000	170'000
Evolution et renouvellement des équipements de la section automatisation de l'EST		5060.00	15'000	15'000	15'000	15'000	80'000
Evolution et renouvellement des équipements de la section informatique de l'EST		5060.00	15'000	15'000	15'000	30'000	90'000

INVESTISSEMENTS DFCS	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
Evolution et renouvellement des équipements de la section productive/projets de l'EST	5060.00	20'000	20'000	30'000	30'000	40'000	140'000
Entretien du réseau informatique	5060.00	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	100'000
543 DIVISION ARTISANALE	Dépenses	60'000	70'000	100'000	120'000	155'000	505'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	60'000	70'000	100'000	120'000	155'000	505'000
Ecole professionnelle artisanale	Nets	60'000	70'000	100'000	120'000	155'000	505'000
Evolution des équipements des laboratoires	5060.00	10'000	10'000	20'000	20'000	20'000	80'000
Aménagement de la salle d'exposition de boulangerie et de cuisine	5060.00			10'000		15'000	25'000
Evolution des équipements pour les ateliers de formation pratique (ATF)	5060.00	20'000	20'000	30'000	30'000	50'000	150'000
Développement des salles informatiques existantes et équipements informatiques des salles sèches existantes	5060.00	30'000	40'000	40'000	70'000	70'000	250'000
544 DIVISION COMMERCIALE	Dépenses	120'000	120'000	180'000	190'000	190'000	800'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	120'000	120'000	180'000	190'000	190'000	800'000
Ecole professionnelle commerciale, Ecoles commerciales et Ecole supérieure d'informatique de gestion	Nets	120'000	120'000	180'000	190'000	190'000	800'000
Maintien, mise à jour et développement des équipements informatiques didactiques	5060.00	100'000	100'000	150'000	150'000	150'000	650'000
Remplacement du mobilier	5060.00	20'000	20'000	30'000	40'000	40'000	150'000
545 DIVISION SANTE-SOCIAL-ARTS	Dépenses	290'000	60'000	60'000	70'000	70'000	550'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	290'000	60'000	60'000	70'000	70'000	550'000
Ecole de culture générale et Ecole de soins infirmiers	Nets	290'000	60'000	60'000	70'000	70'000	550'000
Sciences expérimentales	5060.00	210'000					210'000
Informatique / multimédia	5060.00	30'000	30'000	30'000	50'000	60'000	200'000
Salles de soins	5060.00	50'000	30'000				80'000
Education physique	5060.00			30'000			30'000
Théâtre	5060.00				20'000		20'000
Médiathèque	5060.00					10'000	10'000

Récapitulation des investissements nets
Département des Finances, de la Justice et de la Police (DFJP)

Par service	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Police cantonale: acquisition et d'équipements et de véhicules	280'000	305'000	370'000	255'000	255'000	1'465'000
Protection de la population et de la sécurité : acquisition et renouvellement d'équipements et de véhicules	-	162'000	160'000	65'000	50'000	437'000
Office des véhicules : acquisition et renouvellement d'équipements et de véhicules	-	150'000	30'000	55'000	-	235'000
Total DFJP	280'000	617'000	560'000	375'000	305'000	2'137'000

Par rubrique budgétaire

5060 Equipements, véhicules	280'000	699'000	700'000	440'000	355'000	2'474'000
Total des dépenses	280'000	699'000	700'000	440'000	355'000	2'474'000

6320 Contributions communales	-	-82'000	-140'000	-65'000	-50'000	-337'000
Total des recettes	-	-82'000	-140'000	-65'000	-50'000	-337'000

INVESTISSEMENTS DFJP	Rubr. budgétaire	PFI					Total PFI
		PFI 2012	PFI 2013	PFI 2014	PFI 2015	PFI 2016	
	Dépenses	280'000	699'000	700'000	440'000	355'000	2'474'000
	Recettes	0	-82'000	-140'000	-65'000	-50'000	-337'000
	Nets	280'000	617'000	560'000	375'000	305'000	2'137'000
730 POLICE CANTONALE	Dépenses	280'000	305'000	370'000	255'000	255'000	1'465'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	280'000	305'000	370'000	255'000	255'000	1'465'000
Equipements et véhicules (acquisition et renouvellement)		280'000	305'000	370'000	255'000	255'000	1'465'000
Renouvellement du parc de véhicules	5060.00	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	1'000'000
Acquisition de deux bus de maintien de l'ordre	5060.00		80'000	80'000			160'000
Renouvellement des radars numériques	5060.00			80'000			80'000
Acquisition et renouvellement du matériel, état des lieux et laboratoire pour les sciences forensiques	5060.00	10'000	10'000			20'000	40'000
Renouvellement du matériel IT pour l'application Saga / Geopol	5060.00	60'000			55'000	20'000	135'000
Acquisition et renouvellement du matériel IT pour la lutte contre la pédophilie et l'investigation informatique	5060.00	10'000	15'000	10'000		15'000	50'000
735 PROTECTION POPULATION ET SECURITE	Dépenses	0	244'000	300'000	130'000	100'000	774'000
	Recettes	0	-82'000	-140'000	-65'000	-50'000	-337'000
	Nets	0	162'000	160'000	65'000	50'000	437'000
Equipements et véhicules (acquisition et renouvellement)		0	162'000	160'000	65'000	50'000	437'000
Acquisition de deux bus pour le transport des troupes et du matériel	5060.00			80'000	80'000		160'000
Contributions communales	6320.00			-40'000	-40'000		-80'000
Acquisition de deux bateaux de sauvetage PCI	5060.00			60'000			60'000
Contributions communales	6320.00			-30'000			-30'000
Equipement personnel PCI	5060.00		100'000	100'000			200'000
Contributions communales	6320.00		-50'000	-50'000			-100'000
Acquisition de matériel pour la section sanitaire PCI	5060.00				50'000		50'000
Contributions communales	6320.00				-25'000		-25'000
Acquisition de nouveau matériel d'intervention PCI	5060.00					100'000	100'000
Contributions communales	6320.00					-50'000	-50'000
Acquisition de lits de camp PCI	5060.00		24'000				24'000
Contributions communales	6320.00		-12'000				-12'000
Aménagement d'une salle EMCC	5060.00		80'000	20'000			100'000
Acquisition de génératrices électriques PCI	5060.00		40'000	40'000			80'000
Contributions communales	6320.00		-20'000	-20'000			-40'000
740 OFFICE DES VEHICULES	Dépenses	0	150'000	30'000	55'000	0	235'000
	Recettes	0	0	0	0	0	0
	Nets	0	150'000	30'000	55'000	0	235'000
Equipements et véhicules (acquisition et renouvellement)		0	150'000	30'000	55'000	0	235'000
Remplacement d'un lift à Porrentruy	5060.00				55'000		55'000
Remplacement du véhicule de service	5060.00			30'000			30'000
Equipement MAHA des pistes de la halle de Porrentruy - uniformisation avec Communance et Saignelégier	5060.00		150'000				150'000